

# LE CHEMINOT DE FRANCE

ORGANE DE LA FEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS DES CHEMINOTS DE FRANCE ET DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

## LE VRAI VISAGE DE LA LIBERTÉ



Nous aurions le plus grand tort de ne pas prendre au sérieux la nouvelle offensive déclenchée par les syndicats dits « libres » contre le mouvement syndical chrétien, considéré Outre-Atlantique comme un obstacle majeur à la réalisation intégrale, à l'échelle mondiale, d'un syndicalisme-antidote essentiellement préoccupé de la neutralisation de la F.S.M. et de ses sections nationales.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une action brutale et directe. Les rapports C.I.S.C.-C.I.S.L. se sont, au contraire, légèrement améliorés ces derniers temps dans le sens d'une collaboration, sinon organique, tout au moins officielle et de caractère permanent. Il n'en reste pas moins que certaines initiatives récentes des syndicats américains constituent pour les mouvements réellement indépendants comme le nôtre une menace réelle, en raison même des moyens matériels et politiques mis en œuvre.

C'est d'une part Irwing BROWN, commis voyageur en Europe de l'A.F.L., se livrant à toutes sortes d'activités de nature à favoriser cette concentration des forces syndicales non communistes dont rêvent ses compatriotes et qu'il ne conçoit pas autrement que sous la forme étroite d'une unité organique au sein de groupements nationaux spécifiquement neutres au point de vue idéologique, mais politiquement dépendants.

C'est, d'autre part, le C.I.O. souscrivant 100.000 dollars au profit des entreprises de la C.I.S.L. en Europe en précisant que « les sommes seront réparties parmi les organismes régionaux de la C.I.S.L. en vue d'aider les centres nationaux dans tous les domaines de l'activité syndicale ». Les « centres nationaux » ? Nous savons parfaitement de quel centre national il s'agit pour la France...

Ce sont enfin ces pressions indirectement exercées sur la C.F.T.C. pour l'amener à se départir d'une attitude dictée par le constant souci de son indépendance.

Nous ne ferons pas à nos camarades américains l'injure de douter un seul instant de la droiture de leurs intentions. Mais nous leur disons très amicalement qu'ils se trompent, qu'obnubilés par la hantise du péril bolchevique, ils se lancent à corps perdu sur une voie qui n'est pas la bonne, s'entêtant à imposer leurs solutions à une Europe qu'ils croient connaître et qu'au fond ils connaissent mal. Une fois de plus, nous attirons leur attention sur les dangers d'une telle erreur d'aiguillage et leur demandons, alors qu'il en est encore temps, de reconsidérer la question.

Que ces camarades se disent bien, qu'en France, comme partout ailleurs en Europe continentale, on ne peut efficacement opposer à l'idéologie communiste qui anime les troupes inféodées à la F.S.M. qu'une autre idéologie, plus attirante encore parce que plus proche des véritables aspirations des peuples de l'Occident. Le syndicalisme purement alimentaire — ou de classe — a fait faillite sur le vieux continent. De multiples et parfois douloureuses expériences nous en ont apporté la preuve. Il n'a su faire que la preuve de son impuissance ou le lit du communisme. Aux Etats-Unis même — où l'unité syndicale organique n'existe d'ailleurs pas — une tendance commence à se faire jour pour tirer les conséquences d'une telle constatation bien qu'il manque aux syndicalistes du Nouveau Monde l'expérience indispensable en la matière.

Car, qui donc, à part nous autres Français et nos camarades italiens, peut se prévaloir de quelque autorité dans le choix des méthodes à adopter pour libérer les travailleurs de l'emprise du totalitarisme stalinien ? Et quelle fraction syndicale, en France, comme en Italie, a entrepris et déjà réalisé sur une large échelle cette libération, sinon le syndicalisme chrétien ?

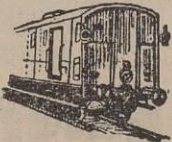
Celui-ci a donc sa place au premier rang des syndicats qui se veulent libres et ne sauraient l'être réellement que dans l'indépendance à l'égard du pouvoir politique, quel qu'il soit.

La liberté ne supporte pas de chaîne, même légère, même dorée. Elle impose, certes, au syndicalisme tel que nous le concevons, de lourds sacrifices. Mais comme l'écrivait fort opportunément Gaston TESSIER dans « Syndicalisme », le 14 février (1) :

« Fiers d'une pauvreté qui garantit l'indépendance, nous continuons de croire que l'esprit de sacrifice anime efficacement les grands, durables et féconds mouvements sociaux ».

Ainsi, contre vents et marées, notre syndicalisme montre-t-il aux yeux des travailleurs le vrai visage de la liberté. Il ne saurait tromper.

A. PAILLIEUX,  
Secrétaire général.



(1) L'attention de nos lecteurs est particulièrement attirée sur ce très important article.

## Pour faire face à l'augmentation continuelle des prix : AUGMENTATION DES SALAIRES ! Échelle mobile !!

Le Bureau Confédéral de la C.F.T.C. réuni les 16 et 17 février 1952, souligne qu'une politique économique qui n'aurait pas l'acceptation de la classe ouvrière est vouée à un échec complet, et que cette dernière, qui a consenti des sacrifices considérables pour le redressement du pays, ne saurait admettre de faire les frais, une fois de plus, de mesures improvisées entraînant une nouvelle aggravation des conditions d'existence des travailleurs.

C'est pourquoi il rappelle son ferme attachement à l'introduction, dans la législation, de règles d'échelle mobile du salaire minimum interprofessionnel garanti, dont il demande le vote rapide par le Parlement.

Il tient cependant, à cet égard, à dire son désaccord avec tout projet qui n'assurerait pas le relèvement automatique du salaire minimum interprofessionnel garanti, dès que les indices font apparaître une augmentation de 5 %.

Le Bureau Confédéral constate, par ailleurs, que depuis la dernière révision du salaire minimum garanti, le coût de la vie a considérablement augmenté. Il demande, par conséquent, que ce salaire soit immédiatement relevé après consultation de la Commission Supérieure des Conventions Collectives. Il s'élève, une fois de plus, contre le fait que cet organisme ne soit pas réuni par le Gouvernement, malgré les demandes réitérées de la C.F.T.C.

## Un aménagement de la rémunération qui ne donne rien au plus nécessiteux ce n'est pas une augmentation

QUE de bruit fait autour de la récente mesure qui vient de modifier notre rémunération en harmonisant partiellement notre régime avec celui d'E.G.F.

Nous avons souligné à juste titre, qu'elle ne peut, en aucune manière être considérée comme une augmentation de salaire, puisqu'elle n'apporte pas, à tous les cheminots, sans exception, ce qu'ils sont en droit d'attendre d'une « augmentation » dont le but serait de palier la hausse des prix.

Ce sont même, hélas, ceux qui supportent le plus durement les rigueurs du coût de la vie qui n'ont rien gagné à l'opération et, pour sauvegarder tous leurs droits à un relèvement urgent des salaires, il importe que personne ne s'emploie inconsidérément à donner au remaniement que nous venons d'enre-

gistrer un autre caractère que celui d'une étape, insuffisante d'ailleurs, sur la voie de l'harmonisation qui nous est due.

Il s'est agi, nous l'avons dit, d'une opération parallèle à celle faite à E. G. F. au 1<sup>er</sup> décembre 1951, du même ordre de grandeur, et simplement destinée à ne pas laisser s'aggraver le retard que nous supportons sur nos camarades d'Electricité et Gaz de France.

Les conclusions de la fameuse Commission de coordination des salaires (dite Commission Gely) ne sont toujours pas connues officiellement et si l'on allonge le tapis, au point que nous nous demandons si les tractations de cette Commission ne sont pas aussi compliquées que celles de la conférence d'Armistice de Pan Mun Jom. C'est, nous en sommes convaincus, parce que

l'on sait bien, au Ministère, que les conclusions en question justifieront amplement nos revendications.

C'est parce que, en haut lieu, on connaît l'importance du déséquilibre, dont nous souffrons, qu'on nous a gratifiés de la fraction d'harmonisation du 1<sup>er</sup> décembre 1951.

Il en est qui prétendent qu'il fallait catégoriquement refuser cette mesure, c'eût été faire la partie belle à ceux qui après avoir retardé, pendant des années l'harmonisation officiellement promise, voudraient bien aujourd'hui que les Cheminots eux-mêmes leur disent qu'ils n'y tiennent pas.

En juin 1947, les deux seules organisations cheminotes existantes, C.G.T. et C.F.T.C. réclamaient une grille de coef-

Léon DELSERT.  
(Suite page 8.)

## Réorganisation des transports

LE 5 février 1952, M. Bichet, au nom de la Commission des Moyens de Communication et du Tourisme, a déposé sur le bureau de la Chambre son rapport enregistré sous le n° 2486.

Dans l'exposé des motifs, nous pouvons relever un certain nombre de constatations particulièrement intéressantes dont certaines, du reste, se trouvaient déjà dans le pré-rapport du même auteur.

Tout d'abord, une constatation d'évidence :

« L'évolution des modes de transport pose une question qui dépasse très largement le simple cadre des transports ferroviaires. »

Cependant nous avons le regret de constater que ni le projet de loi, ni les propositions de loi, ni le rapport ne cherchent à régler ce problème de fond d'une nécessaire organisation générale des transports et se bornent à proposer des mesures fragmentaires soit pour la S.N.C.F., soit pour les transports routiers.

Ceci dit et ces regrets ayant été exprimés, marquons les points qui peuvent nous satisfaire dans le rapport Bichet.

Tout d'abord l'énoncé d'un certain nombre de vérités qu'il serait bon de répandre largement devant une opinion publique particulièrement mal informée et, qui pis est, déformée à dessein par certains défenseurs d'intérêts qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général :

« Il n'est pas possible de vouloir à la fois ne pas augmenter les tarifs, ne pas adapter l'ensemble de nos moyens de transport à nos besoins et, malgré tout, supprimer le déficit du chemin de fer. »

Sur la situation financière, une évaluation honnête du déficit ramené en monnaie 1938, en comparaison avec les déficits antérieurs à la guerre :

1937 : 6 milliards,  
1938 : 7 milliards 7,  
1950 : 4 milliards 3,  
1951 : 4 milliards à peine.

soit, en 1951, un déficit égal à la moitié du déficit de 1938.

Le trafic est comparable aux meilleures années d'avant guerre :

1930 : 70,1 milliards d'unités kilométriques ;  
1951 : 73,6 milliards d'unités kilométriques.

Ceci avec un effectif de personnel réduit :

1930 : 509.000 agents,  
1938 : 522.000,  
1950 : 442.700,  
1951 : 424.892.

Devant des propositions de contrôle supplémentaire, le rapporteur expose que les contrôles actuellement existants — 15 — sont déjà trop nombreux et qu'il faudrait même envisager leur réduction.

En ce qui concerne l'organisation intérieure de la S.N.C.F., le rapporteur indique qu'« il est apparu à la majorité de la Commission que l'organisation intérieure de la S.N.C.F. n'était pas de la compétence du Parlement ».

Cependant, dans l'article premier du projet de loi découlant du rapport, la Commission, acceptant un amendement de M. Lemaire, dit que dans un délai de dix-huit mois, la S.N.C.F. procédera à une refonte de sa structure marquée par la réduction à deux des trois étages administratifs. Nous faisons les plus expresses réserves sur cet article qui posera sur le plan humain un certain nombre de problèmes.

Maurice NICKMILDER.  
(Suite page 8.)



# COUPS DE TAMPON

UN COUP POUR... JEAN-FRANÇOIS

Je sais bien qu'on m'accuse d'être une espèce de mauvaise langue méditant sur tout et sur tous.

Moi qui suis le meilleur homme du monde?

Mais que voulez-vous que j'y fasse? Je ne suis pas le vrai coupable. Ce sont les copains qui me signalent tous les quatre matins tous ces menus faits qui méritent un « coup de tampon ».

Cette fois-ci, j'en prends pour mon grade. On m'écrit :

« Tu veux jouer au technicien! Mais ça ne te réussit pas! Tu apprendras — mon vieux — que ce n'est pas le courant continu mais le courant alternatif qu'on représente graphiquement d'une manière « sinuuse ».

« Un coup de tampon pour... Jean-François »; c'est vrai et... j'encaisse. Mais je me défends en répondant « qu'en matière d'électrification, on est maintenant au courant alternatif » (et non au continu).

Et je suis bien persuadé que nos camarades auront, d'eux-mêmes, rectifié cette coquille.

## SYNDICALISME CATEGORIEL

J'ai mon ami Jules qui est mécano à la Villette. Il me remet le « Bulletin de Traction » de janvier, le journal de la Fédé. des Agents de Conduite. Et il m'a entouré en rouge un article en toute première page et première colonne où il est question de la participation de cette Fédération à la Commission ministérielle mixte de la Convention collective. Le ministre leur dit textuellement :

« En réponse à votre lettre du 9 novembre 1951, j'ai l'honneur de vous faire connaître que vous serez convoqués à la Commission... lorsque des questions se rapportant particulièrement aux catégories que vous représentez seront à l'ordre du jour ».

Et allume ta pipe... à la pompe! Autrement dit, la prétentieuse « Fédération » qui n'est, somme toute, qu'une commission technique, n'a voix au chapitre que sur les questions de détail. Elle ne représente que des intérêts particuliers. Et on le lui signale!

Et moi, je crois que c'est bien ainsi! Cela rejoint absolument ce que nous disons depuis toujours : le syndicalisme catégoriel et l'« amicalisme », quand il veut faire du syndicalisme, ne sont adaptés ni à notre profession ni à notre époque.

Et seules, les Fédérations générales peuvent œuvrer efficacement pour nos intérêts généraux.

D'accord! Il s'agit de défendre tous les cheminots ensemble!

## HIERARCHIE

Je suis obligé de revenir également au même « Bulletin de Traction », mais au numéro d'octobre-novembre.

Y a le camarade Roger BONNIOT qui nous donne son avis sur la hiérarchie. Selon lui, elle devrait se limiter à l'échelle 10. Il veut dire par là — bien sûr — que toute augmentation devrait s'arrêter là. Moi je veux bien. Mais pourquoi l'échelle 10?

J'ai comme ça un bon copain qui dit que la hiérarchie devrait s'arrêter à l'échelle 5 parce que les quatre dernières échelles sont les plus malheureuses.

Il a grandement raison! Pourtant, je ne manque jamais de le faire enrager en lui faisant remarquer que les trois dernières échelles sont encore bien plus misérables.

Mais il n'admet pas mon point de vue. Et pour cause? Il est brigadier à l'échelle 4! Je ne connais pas le camarade Roger BONNIOT, mais, comme il veut que la hiérarchie s'arrête à 10, je vous donne en mille que ça doit être un gars à l'échelle 9 (ou assimilé)!

## ENCORE UNE NOUVELLE

### SECTION SYNDICALE UNIQUE

Mais oui! Vous savez bien, ces sections syndicales uniques qui doivent nous mener tout droit à l'unité, la vraie, la seule, l'unique, bref celle qu'on ne trouve qu'à la C.G.T.!

C'est « L'Huma » du 4 février qui nous apprend qu'elle s'est fondée à Paris-Masséna, avec — naturellement — la participation de tous, et un bureau, bien dosé, composé de huit C.G.T., un C.F.T.C., un cadre et... (c'est fatal!) trois « inorganisés ».

Notre syndicat du coin a fait une enquête pour savoir quel « chrétien » s'était laissé « embarquer » dans cette galère?

Manque de pot... comme dit l'autre! Le camarade qui s'est inscrit comme C.F.T.C. n'a jamais figuré, ni de près, ni de loin sur l'un quelconque de nos contrôles!

Mentez, mentez quand même! Il en restera toujours quelque chose!

## AVANTAGES ABUSIFS

En matière de mensonges, d'ailleurs — et là plus qu'ailleurs, semble-t-il — les grands esprits se rencontrent!

Ce qui me fait dire ça, c'est le dernier article de M. PELLENC dans « L'Information » du 25 janvier, car M. PELLENC continue:

Il continue à dire et à écrire... des bêtises!

Et bien plus que ça! Des... inexactitudes.

Et bien plus que ça! En voulez-vous quelques échantillons? Et je vous laisserai juges!

Les Cheminots bénéficient d'« avantages » abusifs? (sic).

Et M. PELLENC les évalue à 30 milliards.

Une paille!

Je crois que M. PELLENC vise nos permis. Alors, j'ai fait un petit calcul! 30 milliards par 420.000 cheminots et à 5 francs le kilomètre, ça nous fait pour chacun 14.285 kilomètres de permis! Y d'abus!

Mais vous savez bien, camarades, que c'est faux.

C'est faux, comme les 20.000 trains de 30 wagons nécessaires, rien que pour nos bons de transport! (« L'Information » du 5 mai 1951).

C'est faux comme les « détournements frauduleux » ou « les opérations malsaines » du rapport du 2 mai 1950.

C'est faux, comme les 150 millions du Stade de Limoges (« La Vie Financière » du 16 juin 1949).

C'est faux, c'est faux, c'est faux! Mais en français, comment appelle-t-on un homme qui fait des faux, même s'il s'agit d'un parlementaire?

## COMMISSION DE CONTROLE

M. PELLENC est président de la Commission de contrôle des entreprises nationalisées.

Moi, je propose qu'on nomme une Commission de Contrôle des Parlementaires, dont il pourrait être le Président.

Il pourrait vérifier si nos députés ou sénateurs font bien leur boulot.

Ils étaient 200 (sur 600) à certaines séances de l'Assemblée Nationale où l'on discutait de l'Armée Européenne.

Il y a d'abus!

Y a du mou dans la corde à nœuds!

Y a du creux dans l'train, comme dit mon copain Totor!

Y a du creux à l'Assemblée!

Du creux, Duceux?!

Ah! Oui, ce DUCREUX, journaliste, collaborateur, trafiquant condamné et qui devient... député le 17 juin dernier tout simplement en... changeant de nom!

L'an dernier, on découvrait que le médecin du Palais-Bourbon n'était pas... médecin!

Cette année on y découvre un « honorable » qui n'est qu'un vulgaire aventurier.

Mais alors, on entre là-dedans comme un âne dans un moulin! Il suffit de quelques bons appuis. C'est grave!

Et c'est plutôt triste quand on songe que pour devenir balayeur à la Ville de Paris ou homme d'équipe au chemin de fer, on doit fournir son casier judiciaire vierge et naturellement tous ses papiers d'état civil.

Y a d'abus!

Ah oui! M. PELLENC, de grâce, pour le bon renom de nos institutions parlementaires, il y a un contrôle à instituer là!

Et, pour votre activité, ce sera certainement plus « honorable » et plus juste, que de sévir contre les cheminots.

JEAN-FRANÇOIS.

# Documentation

FACILITES DE CIRCULATION des enfants d'agents ou d'ex-agents effectuant leur service militaire.

(Note P 5.6.205 du 2 janvier 1952.)

1° Fils appelés normalement et accomplissant la durée légale du service;

2° Fils engagés volontaires ou ayant devancé la date d'appel;

3° Fils sursitaires (pour études);

4° Fils ajournés.

Facilités réglementaires maintenues jusqu'à majorité. Après cette date et jusqu'à expiration de la durée du service légal, attribution d'un permis tous les deux mois.

Il faut que l'intéressé soit célibataire et habite avec l'agent. Pour les classes de voitures, le bénéficiaire doit respecter les règlements édictés par l'Autorité Militaire.

Ces dispositions s'appliquent aux enfants d'agents ou ex-agents du cadre permanent et enfants d'auxiliaires ou d'ex-auxiliaires du régime spécial.

CHOMAGE 1952 A L'OCCASION DES PONTS.

(Note PU/III 353 du 17 janvier).

Matinée du 16 août et journée du 10 novembre. Les agents devront récupérer trois samedis après-midi.

CLASSE DE VOITURE DES VEUVES D'AGENTS qui sont en même temps femmes-agents.

(Note P 6.268 du 21 janvier).

Bénéfice de la classe de voiture qui était attribuée au mari.

PRIME DE RENDEMENT POUR LES AGENTS DES P.C.

(Note Ph 14 du 22 janvier).

Prime basée sur les primes de rendement ou de productivité du personnel des gares.

DELIVRANCE DES VETEMENTS DE TRAVAIL.

(Note Pe 29 du 25 janvier).

## LE CHEMINOT DE FRANCE

REDACTION et ADMINISTRATION

26, Rue de Montholon, 26

PARIS (IX<sup>e</sup>)

Téléphone : TRUDAINE 91-03

Compte Cheque Postal :  
FEDERATION - PARIS 26.44  
ASSURANCE-ACCIDENTS PARIS 1500-18

POUR LA PUBLICITE

S'adresser :

AGENCE L R - LES REGIES

43, Champs-Élysées - PARIS (8<sup>e</sup>)  
Tél. : BALZAC 06 23 - 06 24

# BILLET

## Conjoncture de crise

« L'équilibre fondamental de nos paiements à l'intérieur et à l'extérieur est ruiné », s'est écrié le Président du Conseil à la Tribune de l'Assemblée, le 7 février. « Aujourd'hui — a-t-il ajouté — nous ne payons plus par nos exportations que 61,7 % de nos importations. Il s'agit d'un mouvement de diminution continu qu'il nous faut arrêter à tout prix ».

Lorsque l'on saura que nos ressources nettes en or et en devises ne représentent que trois jours de paiements à l'étranger, on mesurera l'importance de la crise que connaît notre pays.

Et cependant les avertissements n'avaient pas manqué à nos dirigeants, mais l'une des caractéristiques de la politique actuelle n'est-elle pas son impuissance à choisir et à conduire la Nation dans les options fondamentales?

La politique du chien crevé, la politique du parapluie, n'ont jamais payé, et elles ont toujours conduit à la ruine.

Dans un discours prononcé lors du Congrès du Parti Radical Socialiste à Lyon, les 25-28 octobre dernier, l'un des premiers ministres démissionnaires des gouvernements de la Libération, M. MENDES-FRANCE, déclarait :

« Si l'on compare la production actuelle à la production de l'année 1929, voici ce que l'on constate :

— L'Allemagne, l'Italie, la Belgique évoluent aux environs de 120 à 130 % ;

— L'Angleterre, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie, aux environs de 140 à 150 % ;

— La Norvège, le Danemark, la Suède, la Pologne évoluent entre 200 à 250 % ;

— Et la France?... La France ne dépasse pas 100 %... Nous sommes le dernier pays d'Europe, par rapport à 1929. »

Bien entendu, la guerre de Corée n'a pas arrangé les choses, mais elle a « bon dos ».

En effet, poursuit l'orateur, ce n'est pas la guerre de Corée qui a fait monter le prix du suif (d'origine française) de 120 %, ni la pierre de taille, ni les cuirs et peaux.

Alors ?

Alors, malgré les déclarations optimistes des docteurs Tant-Mieux, malgré les félicitations et les gargarismes des dimanches politiques — et sans aller plus loin, les signes de notre ruine s'inscrivent dans ces quelques lignes : production stagnante, augmentation à tous propos et hors de propos des prix de vente par désir forcené de maintenir les profits et de sauvegarder la « libre entreprise », conduisent à la diminution rapide des richesses consommables et à faire des Français un peuple de pauvres gens.

Faute d'un choix réel et définitif entre les intérêts généraux du pays et les intérêts privés, on préfère tondre les œufs pour gratter quelques milliards — et encore ! — sur la S.N.C.F. et sur la Sécurité sociale, plutôt que de prendre les seules mesures qui peuvent encore nous sauver.

Saura-t-on les prendre ?

Il n'est que de voir quelles réactions ont eu au Parlement les représentants de certains intérêts privés pour en douter.

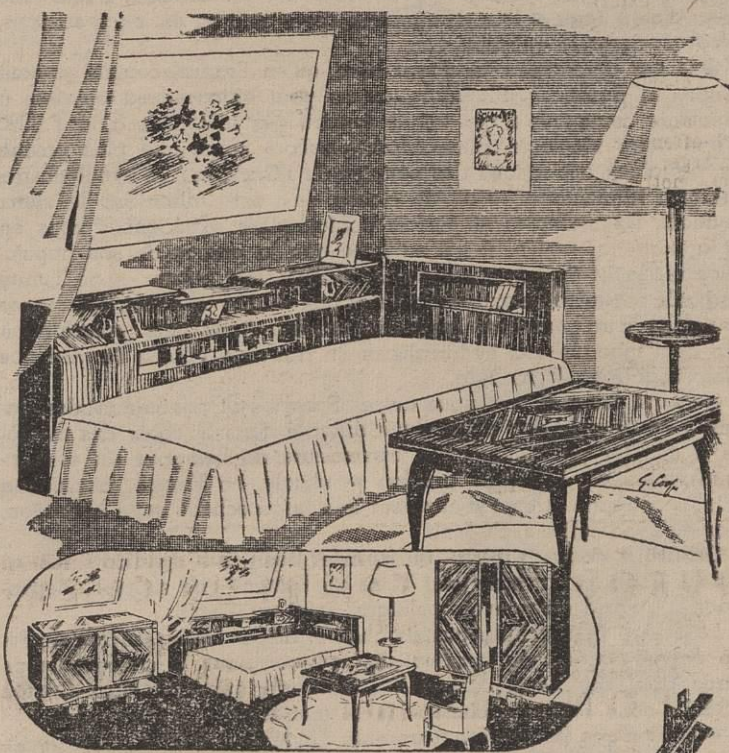
Que la France coure à la ruine, qu'importe! L'essentiel, c'est que les prix agricoles soient maintenus, c'est que les intérêts betteraviers, cochonniers, pétroliers, routiers soient sauvegardés, qu'importe le reste!

Et cependant, si les tenants de « la libre entreprise » veulent éviter qu'un gouvernement autoritaire la mette un jour dans sa poche avec toutes les autres, ils feraient bien de se décider à donner, de bon gré, un peu de ce que les autres pourraient leur prendre de force.

Se décidera-t-on, avant qu'il ne soit trop tard, à écouter la C.F.T.C. qui réclame avec une insistance croissante : l'organisation du pouvoir économique, la réalisation de la justice fiscale par la réforme du système d'impôts, la réforme commerciale, un développement de la production et de la productivité agricoles, une politique hardie de l'habitat pour loger enfin tous les Français et la création d'une véritable échelle mobile des salaires, seule garantie du pouvoir d'achat et de consommation des masses laborieuses — premier client du pays ?

L'avenir répondra.

J. BERTHON.



FACILITES de PAIEMENT EXCEPTIONNELLES et REMISE CONFIDENTIELLE accordées à MM. les Cheminots

## galeries barbès

LES GRANDS SPECIALISTES DU MEUBLE ET DU TAPI

FACILITES DE PAIEMENT

LEVRATIONS GRATUITES A DOMICILE DANS TOUTE LA FRANCE

COMPENSATION DES FRAIS DE VOYAGE

55 Boul. BARBÈS - PARIS

BON pour un CATALOGUE GRATUIT d'ameublement A - 100

VIN ROUGE NATUREL  
Prix spéciaux pour CHEMINOTS  
Charles BARDON Propr.-Négociant,  
Milhaud (Gard)

## DOULEURS MUSCULAIRES

La chaleur pénétrante du LINIMENT SLOAN calme les douleurs rhumatismales, névralgiques et musculaires, car SLOAN «chaleur en bouteille» provoque une arrivée rapide de sang. SLOAN est très efficace aussi dans les cas de courbatures, lumbago, torticolis, entorses.

Vise 399-P-23.093

LINIMENT SLOAN CALME LA DOULEUR

## DE LA FABRIQUE...

...A CHEZ VOUS

POUR VOTRE CONFORT  
NOUS VOUS OFFRONS

MADAME...

UN TROUSSEAU D'UNE AGROABLE  
COMPOSITION INEGALABLE  
COMME PRIX ET QUALITE POUR

26.550 FRANCS

Port et emballage compris  
(pour la France)

6 Draps Coton (grand lit)  
6 Taies d'oreiller  
12 Serviettes éponges  
12 Serviettes nid d'abeilles  
12 Torchons  
12 Mouchoirs pour Madame  
12 Mouchoirs pour Monsieur  
1 Service de table (6 couv.)

Ets C.-F. RAOUL NEU

73, rue Caumartin - PARIS (9<sup>e</sup>)

Tout envoi ne convenant pas sera

repris dans la huitaine

Facilités de paiement au CHEMINOT ou cadeau agréé pour règlement comptant.

## Soc. Anon. de Traverses en Béton Armé - Syst. Vagneux

(S.A.T.E.B.A.)

TOUS MOULAGES EN CIMENT

262, Boulevard Saint-Germain - PARIS (7<sup>e</sup>)

Tél. : INV. 59-19

TRAVERSES mixtes acier et béton armé pour Equipement des Voies principales et des Embranchements



# Qui défend les auxiliaires ?

Quelques notes et réflexions à propos des débats au sein de la Commission mixte de la Convention collective.

« Après que M. BOURRIE ait fait connaître que ses services avaient été mis au point le chapitre « Recrutement » et que la Commission, répondant à une observation de M. PAILLIEUX, ait été d'accord pour que le statut des relations collectives à élaborer englobe toutes les catégories de personnel, y compris les auxiliaires, la Commission s'ajourne... »

C'est en ces termes que fut consignée sur le procès-verbal sommaire de la deuxième séance de la Commission, le 22 novembre dernier, l'intervention de PAILLIEUX tendant à la transformation de la définition de l'Auxiliaire, à la suppression de la Convention collective spéciale qui avait été établie pour cette catégorie et à l'élaboration d'un chapitre distinct pour le Personnel temporaire, dont aucun des ressortissants ne devrait être occupé aux emplois du Cadre Permanent.

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion, au cours des séances ultérieures, NICKMILDER et moi-même, de confirmer ce point de vue, car telle est bien notre position : en finir au plus tôt avec cette escroquerie morale qui consiste à entretenir une réserve massive de « sous-cheminots » ou de « pré-cheminots », y puisant, au fur et à mesure des nécessités — bien réduites à cette époque — pour le recrutement au Cadre ; une sorte de vestibule inconfortable où certains de nos camarades attendent plusieurs années, dans une totale incertitude, sans possibilité d'avancement, espérant malgré tout, comme on le leur avait laissé entendre lors de l'embauchage, qu'on « finirait bien un jour par les titulariser » ; une sorte d'aquarium d'où sont pêchés, à la demande, les poissons rouges ou dorés.

C'est pourquoi nous avons invariablement demandé chaque fois que se présentait le terme « auxiliaire » dans les projets de chapitres V et VI, qu'on le biffe impitoyablement. S'il répond aujourd'hui à une fausse réalité à savoir qu'il se trouve encore trop de nos camarades dans cette situation, il ne doit pas, selon nous, figurer dans les chapitres d'une Convention collective relative au recrutement et au déroulement de la carrière du personnel du Cadre Permanent.

Un chapitre spécial nous est promis qui comprendra les conditions offertes aux « temporaires », lesquels ne seront embauchés, nous voulons l'espérer, que pour une période bien déterminée, n'excédant pas — dans tous les cas — un maximum à déterminer. Ces futures mesures le sauront bien et on ne leur permettra d'entretenir aucune illusion dans une problématique titularisation s'ajourant de leur situation.

Il nous fut reproché de pratiquer la politique de l'autruche, car, nous ont déclaré les représentants de la S.N.C.F. et M. le Président, une entreprise comme la nôtre occupera toujours des auxiliaires pour parer aux à-coups de la fluctuation du trafic et assurer les travaux saisonniers.

Nous l'admettons sous réserve de revoir les effectifs et l'utilisation de ce personnel. Au surplus, a-t-on ajouté, il faut tenir compte de la situation présente. Les auxiliaires existent, et pour en réduire le nombre et, partant, améliorer leur situation, il convient de leur accorder priorité pour l'embauchage sur les candidats de l'extérieur. Ceci, nous l'admettons encore, et allons même au delà, comme on pourra le constater dans un instant, mais nous nous opposons à ce qu'on puisse s'autoriser par la suite de textes officiels pour renouveler les embauchages inconsidérés d'auxiliaires et les placer sur les emplois du Cadre. Nous redoutons qu'on en vienne à ériger en principe l'obligation de passer par l'« auxiliaire » pour atteindre le Cadre permanent. Nous nous étonnons, du reste, de la parfaite similitude entre l'insistance des milieux patronaux et celle de la délégation F.O. à défendre, seule, de toutes les organisations syndicales le même point de vue.

Se cacher la tête sous l'aile et refuser de voir, mais c'est bien se contenter d'inscrire une priorité — qui demeure illusoire — dans les chapitres considérés de la future Convention, et croire ou faire croire, dire, publier au son de la trompette « qu'en a enfin résolu le problème des auxiliaires et remporté — seuls — une grande victoire ! ».

Nous sommes plus exigeants. Il s'agit, quant à nous, de deux problèmes distincts : une Convention collective à bâtir pour l'avenir et, dans l'immédiat, une situation de fait à régler. Dans la convention à venir, nous nous refusons d'inclure des dispositions qui seraient la consécration d'une tare à supprimer avant la promulgation des textes officiels. Pour mettre un terme au malaise que constitue l'actuel problème des auxiliaires, nous demandons que soient prises une fois pour toutes les mesures de justice donnant la possibilité immédiate de titulariser ceux qui sont en mesure de l'être et, quant aux autres, d'examiner leur situation compte tenu de la durée et de la qualité de leurs services et, au besoin, accepter les dérogations d'âge qu'entraînerait leur passage au cadre.

Ainsi, nous sommes persuadés de travailler en ce sens d'une manière beaucoup plus efficace pour nos camarades actuellement auxiliaires et faire en sorte qu'à l'avenir, les emplois du Cadre permanent ne soient plus galvaudés.

HAILLANT.

## Nouvelles attaques contre les comités-mixtes

Veut-on renouveler l'opération d'août 1951 et passer outre à la position des organisations syndicales représentatives ?

Une première offensive est enregistrée à la séance de la Commission de la Convention collective du 10 janvier, la S.N.C.F. exprime le désir de voir modifier la durée du mandat des délégués aux comités-mixtes en réalisant d'autre part des élections simultanées pour les deux délégations : personnel et comité-mixte.

Nos représentants, tout en acceptant de revoir cette question à l'occasion d'une discussion sur ce sujet, ont formellement précisé notre position : Renouvellement de la délégation actuelle dont le mandat de trois ans arrive à expiration en mai 1952. Elections d'abord, discussion sur une modification éventuelle ensuite.

Cette position semblait être commune à l'ensemble des organisations syndicales, la S.N.C.F. s'en tenait là.

A la séance suivante 17 janvier, nouvelle offensive, la S.N.C.F. revient à la charge. Une fois de plus nous rappelons notre position définie lors de la séance du 10 janvier, identique à celle de la C.G.T. Mais, comme par hasard F. O. fait une proposition sur laquelle la S.N.C.F. tombe à pieds joints ; recul des élections de comités-mixtes au mois de décembre, et renouvellement à cette époque des deux délégations ! Passe encore pour les comités-mixtes, mais lorsque l'on a constaté que des tableaux d'aptitude n'étaient pas encore arrêtés le 5 janvier 1952, on se demande dans quelle pétaudière se trouveraient nos délégués du personnel avec des élections au mois de décembre. Sans doute,

ceux qui n'ont que très peu de délégués ne sont-ils pas très au courant de ces difficultés ?

Devant l'hostilité des autres organisations les Cadres autonomes et le S.P.I.D., acceptant d'ailleurs plus volontiers le recul des élections à 1953 qu'en décembre 1952, la S.N.C.F. reprend finalement ses premières positions de recul des élections pour les jumeaux avec celles des délégués du personnel en 1953.

Va-t-on encore nous refaire le coup du mois d'août 1951, sous prétexte que l'instruction P 8 a n'est pas un document contractuel, mais simplement un décret ministériel ? Il faudrait bien se souvenir que les lignes générales de ce décret ont été au préalable discutées en commission paritaire.

Nous voulons que soit respecté, dans l'état actuel des choses, le décret du 18 juin 1946 qui porte à trois ans le mandat des élections de délégués aux comités mixtes.

Nous voulons que les élections pour le renouvellement du mandat des délégués actuellement en fonction, aient lieu à l'époque prévue régulièrement.

Dés maintenant, nos camarades doivent faire connaître notre position, rechercher des candidatures, rassembler les cheminots pour leur dire ce que nous entendons par comités mixtes sur lesquels d'ailleurs un rapport spécial sera fait à notre Congrès Fédéral. La confiance, sans cesse accrue des cheminots à notre organisation, doit nous permettre d'obtenir, par une préparation intensive de ces élections, la place qui nous revient dans ces organismes.

Maurice DUBOIS.

# UNE GRANDE REALISATION FERROVIAIRE FRANÇAISE

## LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRANSPORTS ET ENTREPOTS FRIGORIFIQUES (S. T. E. F.)

FILIALE DE LA S.N.C.F. (Suite)

### ORGANISATION PRATIQUE DES TRANSPORTS

Une bonne organisation des transports exige un choix judicieux du matériel à fournir, un contrôle des opérations de glaciage qui s'effectuent bien souvent en un lieu différent de celui du chargement, un réglage éventuel, une certaine surveillance relative à la régularité de l'acheminement, des dispositions à prendre en cas de réforme du matériel pouvant entraîner un transbordement, enfin une liaison constante avec les clients et organismes utilisateurs.

La S.T.E.F. a créé, pour satisfaire ces besoins, un réseau d'agences régionales au nombre de 22, situées dans les principales régions de production : AVIGNON, BORDEAUX, BOULOGNE, CAEN, DIJON, LA ROCHELLE, LE HAVRE, LILLE, LIMOGES, LORIENT, LYON, MARSEILLE, NANTES, NIORT, PARIS, PERPIGNAN, ST-BRIEUC, STRASBOURG, TOULON, TOULOUSE, TOURS, VICHY et, en Afrique du Nord, ALGER et CASABLANCA.

Les agents régionaux sont en contact direct et permanent avec les expéditeurs et destinataires. L'alimentation en glace des wagons réfrigérants est assurée dans la presque totalité des cas par leurs soins. Ils doivent donc traiter avec les fournisseurs afin d'obtenir dans tous les cas la quantité de glace nécessaire en temps utile, au lieu désigné et au meilleur prix. Pour donner une notion de l'importance de ces opérations, il ne sera pas inutile de noter que le glaciage des wagons réfrigérants a absorbé, en 1950, plus de 150.000 tonnes de glace.

Le mouvement du matériel réfrigérant doit être organisé suivant des règles très différentes de celles qui sont appliquées pour le matériel normal de la S.N.C.F. Cette différence tient essentiellement à la diversité des natures des denrées transportées, chacune demandant l'application d'une technique particulière et, par conséquent, d'un matériel particulier, et au fait que le voyage à charge doit, pour le wagon réfrigérant, être précédé d'un passage à la gare où il est décidé d'opérer le glaciage.

La rotation rapide du matériel n'a pas permis de constituer à proximité de chaque agence une réserve de matériel disponible pour ses seuls besoins. Il faut y suppléer par une organisation délicate basée sur la prévision à court terme des besoins, d'une part, et, d'autre part, sur les prévisions des disponibilités qui résultent journellement de l'exécution des divers transports et qu'il est possible de connaître par l'enregistrement méthodique de la circulation de chaque wagon sur un planning central.

### TRAFFIC INTERNATIONAL

Le trafic international qui, en 1950, approchait 100.000 tonnes, constitue à coup sûr un des éléments les plus importants du trafic d'avenir. L'expérience a montré, en effet, que, grâce à l'emploi de wagons réfrigérants, il était possible de présenter sur tous les marchés européens, même les plus éloignés, les produits agricoles périssables français de qualité. C'est ainsi, par exemple, que des essais d'expéditions de salades du Roussillon ou de pêches de la vallée du Rhône, sur la Suède, ont donné des résultats très encourageants permettant d'affirmer que la réalisation normale de telles exportations ne risque plus d'être influencée par des difficultés techniques, et reste seulement liée aux conditions économiques des divers marchés.

Aussi faut-il entretenir des contacts étroits tant avec les commerçants intéressés des diverses professions, qu'avec les Administrations des Chemins de fer et les Administrations publiques, dans chacun des pays d'origine, de destination et de transit.

C'est pour obtenir une bonne coordination des efforts dans ce sens et, en même temps réduire les frais des diverses représentations que ces contacts supposent que les Administrations des Chemins de fer des pays suivants :

ANGLETERRE, BELGIQUE, FRANCE, HOLLANDE, ITALIE, SUISSE, ALLEMAGNE ont constitué entre elles, sous forme coopérative, la Société INTERFRIGO.

Cette Société a commencé son exploitation au 30 octobre 1950 et a déjà apporté un nombre considérable d'améliorations par la simplification des formalités administratives relatives à la circulation des wagons, par son action sur les Administrations des Chemins de Fer pour l'amélioration des acheminements, par l'organisation rationnelle des réglages à l'étranger pour les wagons chargés en France. La Société INTERFRIGO se propose, au surplus, d'apporter au trafic international des avantages intéressants en recherchant les courants de trafic permettant d'assurer le retour à charge des wagons dans leur pays d'origine.

Enfin, la Société INTERFRIGO met à profit l'échelonnement des diverses saisons de production pour organiser entre pays une assistance en matière de wagons frigorifiques qui permet

d'utiliser, dans certains pays déficitaires en matériel, les wagons qui peuvent se trouver disponibles dans d'autres.

### TARIFS

La tarification de base de la S.T.E.F., est une tarification à la journée d'absence comportant naturellement un prix particulier pour chaque type de matériel.

Cette tarification ne peut être appliquée telle quelle pour un petit nombre de trafics. En effet, il convient de distinguer trois grandes catégories de clientèles nécessitant chacune l'application d'un mode de tarification particulier.

a) Les clients dont les besoins sont importants et constants peuvent fort bien s'accommoder d'une tarification au temps, car le matériel est mis à leur disposition sur leur demande, pendant de longues périodes. La location est alors consentie au mois.

Le trafic le plus important auquel est appliquée cette méthode est celui du lait qu'on transporte en wagons isothermes (pots, bouteilles) ou en citernes et qui rassemble toutes les conditions nécessaires à une utilisation régulière de moyens de transport : production et distribution importantes et constantes pour des centres destinataires invariables.

La location au mois de wagons réfrigérants est assez rare. Lorsque le cas se présente, l'industriel ou le commerçant en gros auquel elle est consentie pour lui-même au glaciage des wagons qu'il utilise ;

b) Les clients, même importants et expédiant en wagons complets, mais dont les expéditions ne sont constantes ni dans le temps ni dans l'espace, ne pourraient pas accepter de louer au mois un matériel dont ils n'ont pas l'utilisation régulière.

Le mode de location à la journée présenterait, par ailleurs, l'inconvénient de ne leur faire connaître le montant exact des frais résultant de l'emploi d'un wagon, qu'après remise à disposition de ce wagon et envoi de la facture, c'est-à-dire qu'ils ne pourraient en tenir compte dans les opérations commerciales, en général rapidement dénouées, qui motivent les transports.

Le mode de location au temps étant, comme on le voit, mal adapté à cette catégorie de transports, il a été adopté un mode de tarification dit « au voyage », qui consiste à appliquer pour chaque type de matériel et par tranche de parcours un tarif forfaitaire calculé d'après la durée de rotation moyenne que donne l'expérience.

Cette tarification est appliquée notamment pour les transports de fruits, légumes, beurres et fromages par wagons complets.

La encore, le glaciage des wagons reste, en principe, à la charge et aux soins de l'expéditeur. Cependant, dans la majorité des cas, ce dernier préfère s'en remettre à la S.T.E.F., mieux placée que lui pour obtenir la glace à des conditions avantageuses, et mieux organisée pour en assurer la mise en place. Cette fourniture est alors mise au compte du client et son montant s'ajoute à la taxe de location.

c) Les clients dont les expéditions sont trop faibles en poids ou trop dispersées pour constituer des chargements complets de wagons peuvent néanmoins bénéficier pour leur transport de la protection frigorifique :

— Soit en utilisant les services réguliers d'acheminement des envois de détail, services qui existent pour la marée, les viandes, les produits laitiers, les fleurs, et qui circulent sur des itinéraires et suivant des horaires concertés avec la S.N.C.F. Les taxes au poids perçues par la S.T.E.F. pour leur utilisation tiennent compte des frais de location et de glaciage du matériel, après évaluation de la durée des transports et des tonnages moyens transportés.

— Soit en utilisant les services de groupages que la S.T.E.F. organise elle-même et qui intéressent le trafic de marée et celui des viandes d'Afrique du Nord au départ de MARSEILLE. Il convient de noter, à ce sujet, que l'organisation des groupages marée qui est de loin la plus importante, a été créée sur l'insistance même de la S.N.C.F. Ces groupages permettent, en effet, une utilisation rationnelle du matériel et font profiter, dans une large mesure, les expéditeurs des avantages tarifaires que la S.N.C.F. consent de ce fait. Ils constituent ainsi le moyen de lutte le plus efficace contre la concurrence routière dans ce domaine.

La S.T.E.F. demande, dans ce cas, à la clientèle un prix par tonne couvrant à la fois les frais principaux de transport et ceux de fourniture et de glaciage éventuel du matériel.

— Soit en utilisant les services organisés par les groupements agréés par la S.N.C.F. dont le rôle est bien connu et qui constituent pour la S.T.E.F. une clientèle importante aux époques des transports des fruits et légumes.

André PAILLIEUX.

(A suivre.)

**SHD**

**à crédit**

172 GR

120

Vous expédiez des réceptions de la commande des superbes MONTRES argentées à 120 grammes. Justification de 172 gr. sur maillechoir. VOUS AVEZ A CHOISIR ENTRE :

**A. Une montre de 27 pièces** richement décorée, rendue pratiquement inusable grâce à son étui, elle comprend : 12 fourchettes, 12 cuillères, 12 couteaux à café et une louche, payable en 9 mensualités de 1.950 fr. (plus une à la commande)

**B. Une montre de 49 pièces** qui comporte, en plus de la montre précédente, 12 couteaux de table assortis, en véritable acier inoxydable et dont le manche est en métal argenté, payable en 9 mensualités de 3.150 fr. (plus une à la commande)

**C. Une montre de 83 pièces** comportant en plus des montres précédentes, 12 cuillères, 12 fourchettes et 12 couteaux à dessert, elle est payable en 9 mensualités de 5.750 fr. (plus une à la commande)

**D. Une montre de 111 pièces** de même composition que la précédente, elle renferme en plus : 12 couteaux à poisson (24 pièces) et 1 service de découpe à poisson (2 pièces) elle est payable en 9 mensualités de 7.500 fr. (plus une à la commande)

**E. Une montre de 176 pièces** de même composition que la montre "D" elle possède en plus une pelle à tartar, 12 fourchettes à gâteaux, 12 fourchettes à escargots, 12 fourchettes à huîtres, 1 service à glace (2 pièces) et ses 12 cuillères, 1 pince à sucre, 12 cuillères à moka et une cuillère à ragoût, elle est payable en 9 mensualités de 10.750 fr. (plus une à la commande)

**FLO**

**LYS**

Toutes nos Montres sont vendues avec Bon de Garantie officiel pour 10 ans. Remboursement en cas de non-satisfaction. Pour bénéficier gratuitement de splendides écrins de luxe, joindre la présente annonce à votre commande qui doit nous parvenir avant le 15 Mars

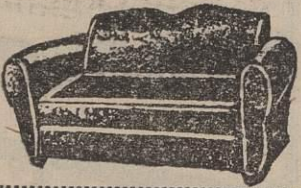
**SOCIÉTÉ D'HORLOGERIE DU DOUBS**  
104, RUE LAFAYETTE - PARIS - Métro : Coisvilliers - Gare du Nord

## POURQUOI PAYER PLUS CHER ?

VENTE DIRECTE DU FABRICANT  
AUX CONSOMMATEURS  
Cosys, Sommières, Canapés, Matelas, Fauteuils  
Adressez-vous directement à

**LEON Fabricant**

Fournisseur des CHEMINOTS  
88, rue Myrha - PARIS-18<sup>e</sup>  
Métro : Châteauneuf et Barbès  
Livraison à domicile - MAISON DE CONFIANCE



## REMBOURSEMENT TOTAL ASSURÉ - RIEN À VOTRE CHARGE

POUR VOS ORDONNANCES D'OPTIQUE MEDICALE  
LUNETTES, VERRES, ETUITS au TARIF  
DE LA CAISSE DE PREVOYANCE

**JOURDAN** OPTICIEN  
107, RUE LAFAYETTE - (GARE DU NORD)  
MAISON TENUE DE PERE EN FILS DEPUIS 1860

## LILLE TAILLEUR

96, RUE DE PARIS - LILLE - MAISON FONDÉE EN 1903

Spécialité de beaux vêtements sur mesures

Costumes Pure Laine de 16.900 à 18.900 Francs

Essai en 4 heures (sauf le Samedi) - Echantillons gratuits adressés sur demande. Le magasin est fermé le Lundi matin. Remise 5 % sur présentation de la carte.





V. B. et S. E. S.

## Memento

de l'audience accordée le 22 janvier  
à une délégation de la Commission technique fédérale

1) Installation de barrières oscillantes et de guérites aux P.N. importants qui n'en sont pas encore munies.

La délégation reconnaît que ces installations se développent, mais elle demande le remplacement des barrières pivotantes ou roulantes existant encore aux P.N. importants, ainsi que l'installation de guérites aux P.N. comportant un service complémentaire journalier.

2) Eau potable, électricité et gaz butane pour les P.N.

L'installation de l'eau et de l'électricité se fait au fur et à mesure des possibilités, mais la délégation demande de poursuivre cet effort, notamment pour l'électricité lorsque les lignes de courant passent près des maisons de P.N.

Quant au gaz butane, la délégation insiste pour que l'installation, déjà décidée pour les P.N. encore éclairés au pétrole, soit entreprise et poussée sur toutes les régions.

3) Réoccupation des gardes-barrières touchées par les suppressions de gardiennage.

Les recommandations déjà faites à ce sujet seront renouvelées.

4) Augmentation du pourcentage des conducteurs de draine à l'échelle 5.

Ce pourcentage, fixé à 40 % de l'ensemble des conducteurs aux échelles 4 et 5, ne pouvant être augmenté, la délégation appelle l'attention sur le cas des conducteurs encore à l'échelle 4 devant partir en retraite dans un temps assez rapproché.

La délégation donnera des précisions.

5) Rétablissement du grade de Contrôleur adjoint Bâtiments.

Cette demande est présentée en faveur des bons agents d'origine « Surveillance de Travaux » qui, autrefois, avaient la possibilité d'accéder, après examen, au grade de Contrôleur adjoint d'entretien des Bâtiments et prétendre ensuite à une échelle supérieure; depuis le reclassement, l'accès au grade de Chef de district de 2<sup>e</sup> classe Bâtiments est réservé aux élèves chefs de district, lesquels sont recrutés par concours parmi les jeunes gens sortant de l'école ou parmi les jeunes agents.

La délégation désire voir modifier ces règles.

La question sera examinée.

6) Semaine anglaise aux agents de la Voie.

La délégation vient d'avoir connaissance des instructions publiées récemment pour la répartition du travail en 1952; elle pense que les nouveaux régimes fixés donneront satisfaction aux agents.

7) Y aura-t-il prochainement un concours d'élèves chefs de district ?

Un concours pourra peut-être être organisé en 1952, mais pas avant quelques mois.

8) Instruction générale sur les installations de sécurité.

Cette instruction ne pourra être publiée qu'après décision définitive en ce

qui concerne l'organisation du SES, et après entente avec la Direction du Mouvement.

La délégation fait part de quelques suggestions qui seront examinées.

9) Evolution des effectifs SES en fonction de la consistance des installations.

Le développement des installations dans certaines circonscriptions devrait, estime la délégation, avoir pour effet d'augmenter le personnel d'entretien.

M. le Directeur rappelle que les effectifs sont déterminés globalement et notifiés aux services régionaux; ceux-ci doivent les répartir au mieux en tenant compte des modifications des installations.

10) Règles imposées pour le remplacement des agents partis en retraite ou mutés.

La délégation vise les retards constatés dans le remplacement effectif des dirigeants, notamment de ceux des brigades; les dates de départ des intéressés étant prévues à l'avance, elle demande que les recherches d'agents soient lancées suffisamment tôt. Des recommandations seront faites dans ce sens.

En dehors de l'ordre du jour, la délégation expose diverses questions et fait part de ses suggestions dont il est pris note.

### A TOUS LES CHEMINOTS

Envoi contre acompte de 1.000 Fr. le reste payable par mensualités

du magnifique RASOIR électrique de votre choix :

ROBOT -- PHILIPS -- CALOR

Envoi contre acompte de 3.000 Fr. le reste payable par mensualités

de l'ASPIRATEUR électrique de classe qui aidera Madame dans ses travaux ménagers :

S. EV. avec contrôle de dépoussiérage MORS la marque bien connue

RUTON le fameux aspirateur hollandais

Ecrivez à :

RADIO ROBERT KIEFFER

5, Rue de la Division - Leclerc, 5

STRASBOURG (Bas-Rhin)



## EXPLOITATION

C.M.P. des Services Centraux

Notre désir serait de vous communiquer la totalité des renseignements en notre possession. Hélas ! cela ne nous est pas possible, la place dans notre journal ne le permettant pas, malgré tous les efforts qui ont été faits dans ce domaine.

Nous ne donnerons donc que le sommaire en faisant, à chaque fois, un ou plusieurs articles sur les questions saillantes.

Vous pourrez ainsi consulter vos Unions ou C.T. régionales sur les points pour lesquels vous désirez obtenir des renseignements.

Les procès-verbaux ne reflètent pas toujours strictement les débats, la rédaction étant très succincte, quand elle ne comporte pas quelques oublis ! Par l'intermédiaire des Commissions techniques et par vos Unions, vous aurez toutes informations complémentaires. Toute correspondance empruntant un autre canal demeurera sans réponse.

Séance du 14 décembre 1951

### SOMMAIRE

Situation générale de la S.N.C.F. Mesures prises pour assurer le transport des voyageurs pour les fêtes de fin d'année.

Prix de revient théorique des trains de voyageurs et des autorails.

Mesures à prendre pour le transport des vélocycles.

Modifications à apporter aux indicateurs Chaux (voitures directes empruntant plusieurs trains).

Repérage dans les gares des trains interdits aux porteurs de facilités de circulation.

Résultats des essais effectués en vue d'autoriser certains wagons J.Q.Y. à circuler à 100 km. à l'heure.

Signalisation arrière des machines h-l-p.

Mise en application de la charge d'hiver des locomotives.

Domages de guerre subis par la S.N.C.F.

## CHEZ LES SECONDAIRES

C. A. M. R.

Une délégation de l'Union des Secondaires C.F.T.C. a été récemment reçue au ministère des Travaux Publics.

Nous avons de nouveau évoqué la loi votée en août 1950 et protesté contre la lenteur apportée à la solution que tous nos camarades cheminots et tramistes attendent depuis plusieurs années.

Nous avons également fait ressortir, avec insistance, la tragique situation dans laquelle se trouvent tous nos camarades petits retraités et plus particulièrement ceux pensionnés depuis un certain nombre d'années dont la retraite infime que l'on peut appeler une aumône leur permet tout simplement de mourir de faim, et cela malgré tous les gros avantages que le Ministère des TP a cru devoir annoncer à la Tribune de l'Assemblée Nationale à diverses reprises, dont nos retraités ont eu la chance de bénéficier... (?)

Tenu compte de cette série d'avantages, retraités des secondaires, vous vous plaindre à juste titre de votre sort.

Un retraité ayant quitté sa compagnie en 1941, atteint à la fois par la limite d'âge et le nombre d'années de service (30 ans et 7 mois), un petit bailli... camarades... comme l'on dit chez nous, se voit avec toute la gamme d'avantages annoncée par M. le Ministre attribuer la dérisoire pension mensuelle de 6.000 francs.

M. le Ministre pense-t-il, en toute justice et en toute logique, qu'un être humain puisse vivre à notre époque, lui et son conjoint, avec 6.000 francs par mois ?

Nous attendons la réponse.

IMPOT SUR LES RETRAITES

Nous sommes intervenus également auprès de la Direction de la C.A.M.R. en vue de l'accélération du remboursement de l'impôt perçu sur les pensions au cours de l'année 1951.

QUESTIONS DE SALAIRES

Profitant de la présence au ministère, la Délégation n'a pas manqué d'attirer l'attention du représentant du Ministère sur l'infériorité actuelle des salaires comparée à l'augmentation incessante du coût de la vie.

Camarades, vous savez tous que les salaires doivent se discuter sur le plan local, depuis la loi du 11 février 1950.

Néanmoins, l'Union, de même que notre Fédération, suivent de près cette question, et la fixation des salaires, sur le plan national, a toujours été l'une des principales préoccupations de nos organisations. La Délégation a donc demandé à nouveau que la discussion soit reprise avec l'U.V.F. sous les auspices de M. le Ministre des Travaux Publics.

Le Secrétaire de l'Union des Secondaires.

Premiers résultats de la desserte routière des zones : Angers, Angoulême et Chalon-sur-Saône.

Insuffisance du parc de remorques S.C.E.T.A.

Mesures envisagées en gare de Paris-Tolbiac pour éviter les accidents du travail.

Utilisation du grade de Surveillant principal.

Revalorisation du poste 2 de Sucy-Bonneuil.

Attribution de la prime de manœuvres aux agents de train desservant des trains de marchandises omnibus.

Accession des IN3 au grade de CGE.

Fourniture aux délégués du C.M.P.E. et des C.M.R. des documents émanant du Service Central P.

Fourniture de documents concernant les retraités aux gares assurant le paiement de ces derniers.

Prévisions pour 1952 des dépenses d'exploitation de la S.N.C.F. au titre S.C.E.T.A.

Modifications à apporter aux cartes hebdomadaires de travail (attention aux trains interdits).

Adjonction d'un cadre supplémentaire au coupon « aller » des billets C.C. 139 pour l'inscription de la distance et du prix.

Suite aux questions traitées précédemment :

1) Classement des gares desservant certains embranchements particuliers bénéficiant de l'Annexe I au tarif 102 ;

2) Unification des méthodes d'acheminement des écritures dans les trains circulant sans agent d'accompagnement ;

3) Revalorisation des primes d'enrayage et de manœuvre.

Examen des procès-verbaux des C.M.R. Avaries à des marchandises transportées en petits cadés

Le secrétaire de la C.T. EX.

R. BURGLVIN.

## Du nouveau à l'Economat

Le 3 février dernier, s'est tenue au siège de la Fédération, une importante assemblée générale de nos camarades de l'Economat.

Nous étions là une cinquantaine qui venions de tous les coins de France. Nous aurions, certes, pu être plus nombreux ; toutefois, il faut rendre hommage à ceux qui se sont déplacés. Ils avaient, en effet, compris l'importance de cette réunion dont l'objet essentiel était de mettre au point la création d'un syndicat de l'Economat.

En effet, lors de la suppression des Economats régionaux, en janvier 1950, le rattachement administratif de l'Economat à la Direction générale nous mit dans l'obligation de coordonner l'action syndicale des différentes régions de l'Economat. Pour atteindre ce but, il nous fallait regrouper nos forces, les placer sous l'égide d'un organisme unique. C'est alors que nous avons trouvé place au syndicat des Services Centraux. Je me permettrai, à cette occasion, de remercier les responsables des Services Centraux qui nous ont, en toutes circonstances, procuré l'aide matérielle et morale, dont nous avions tant besoin. Jamais, malgré la diversité des problèmes que pose la réunion d'organismes aussi différents que les services centraux de la S.N.C.F. et de l'Economat, nous n'aurions espéré pouvoir travailler dans une telle compréhension. Mais c'est précisément la diversité de ces problèmes, la nécessité de lier notre action au sein de l'Economat, dans tous les domaines, la défense, enfin, des intérêts de tous nos camarades qui nous amena à envisager la création d'un Syndicat de l'Economat. Celui-ci, intégré à l'union des Services Centraux, mais possédant en propre un organisme responsable, en mesure d'étudier, de régler, de proposer, d'agir en toute connaissance de cause.

Le 3 février donc, s'est tenue notre assemblée générale sous la présidence de ROGEE, administrateur de l'Economat, entouré de DERVILLEZ, secrétaire général du Syndicat des Services Centraux, de LE DUFF, secrétaire général adjoint, et de ROBERT, délégué au Comité mixte collectif, secrétaire de séance.

Ouverte à 10 h., la séance débuta par un rapport très documenté de LÉON DELSERT sur la brûlante question des salaires et de la situation S.N.C.F. Rapport écouté très attentivement par nos camarades présents heureux de se documenter « à la source ». Ce fut une occasion d'applaudir à l'action de la Fédération. Puis ROGEE, administrateur, brossa un tableau concis et net de l'activité du Conseil d'administration, avec force chiffres à l'appui, tant en ce qui concerne le chiffre d'affaires et les moyens mis en œuvre et envisagés pour le maintenir et le développer, que les différentes chapitres des frais généraux et, notamment, le personnel. Plusieurs camarades soulignèrent à ce propos de nombreuses questions de détail destinées à confirmer, à faciliter et à orienter même, le sens de l'action à mener.

Après un déjeuner en commun, la séance reprit vers 14 h. 15 par un exposé rapide de LE DUFF sur l'action syndicale menée depuis la création de l'Economat unique. Action des délégués du personnel, du Comité mixte et, enfin, des militants qui avaient été placés à la tête du groupe Economat lors de l'assemblée générale de janvier 1951.

Enfin, DERVILLEZ situa le problème crucial du personnel, rappelant les différentes démarches faites auprès de la S.N.C.F. et de l'Economat. Il souligna tout particulièrement la position à prendre en face des différentes questions que soulève ce délicat sujet.

Après les conclusions présentées par DERVILLEZ, LE DUFF, ROGEE et MIGNARD, administrateur adjoint, la création d'un Syndicat Economat fut votée. L'intérêt primordial de cette création résidera, bien entendu, dans le fait que nous disposerons, à l'avenir, de moyens matériels qui nous mettront en mesure de mener une action logique et coordonnée, de défendre les intérêts de nos camarades de l'Economat, de faire en sorte que l'Economat soit l'Economat de chacun des cheminots, que tous aient conscience qu'en venant à l'Economat, ils réalisent une économie parce qu'ils y trouvent et y trouveront des articles de qualité à des prix très intéressants.

Enfin après la discussion et l'adoption des statuts, à l'unanimité, il est procédé à l'élection du Conseil syndical qui sera composé de 25 membres, et du Bureau du Syndicat des Cheminots de l'Economat.

Président : GERARD, Magasin d'Heillemes.

Vice-Présidents : TILLIER, Magasin de Boulogne-sur-Mer ; JALABERT, Magasin de Cahors.

Secrétaire : LE DUFF, Magasin d'Argenteuil.

Secrétaire adjoint : BUSER, Magasin de Saint-Louis.

Trésorier : DECONNINCK, Magasin Paris-Chevaleret.

Trésorier adjoint : LE COROLLER, Magasin d'Argenteuil.

LE DUFF.

N.B. — Les camarades de l'Economat qui ne sont pas encore en relation directe avec le Syndicat, ou qui n'y cotisent pas, sont priés de se mettre en rapport le plus rapidement possible avec Deconninck, 1 bis, allée Marigny, Le Perreux, C.F.P. 84-4510, Paris, en lui transmettant leurs nom, prénoms, résidence, situation administrative, adresse personnelle, situation de famille.

## MANUFACTURE DE VÊTEMENTS

HOMMES GARÇONNETS JEUNES GENS

# SIRTEX

(Anciennement 6, Rue du Faubourg-Saint-Denis)

Vous offre dans ses vastes locaux

27, BOULEVARD DE STRASBOURG, 27

PARIS - X<sup>e</sup> — (Métro : Strasbourg - Saint - Denis et Château - d'Eau)

— Téléphone : PROvence 63-84 —

### OUVERTURE DE NOUVEAUX RAYONS

Pour vous Monsieur

RAYON MESURE  
COSTUME SUR MESURE — VÊTEMENT CONFECTION  
GABARDINE — IMPERMEABLES — PARDESSUS  
RAYON GARÇONNET — CHEMISERIE — CRAVATES  
BLEU DE TRAVAIL, ETC...

Pour vous Madame

LINGE DE MAISON — BLANC — TISSUS D'AMEUBLEMENT  
LITERIE — RIDEAUX

## A DES PRIX DE FABRIQUE

A L'OCCASION DE SON AGRANDISSEMENT, REMISE DE 10 %

SUR TOUS LES ARTICLES AUX CHEMINOTS

(Larges facilités de paiement sur demande)

PRESENTATION DE LA CARTE DE SERVICE OBLIGATOIRE



dès que vos  
**enfants**  
commencent à  
**tousser**





# MAROC

CASABLANCA

La réunion mensuelle du syndicat s'est tenue le lundi 4 février sous la présidence de BERTRAND.

Le secrétaire met les camarades au courant des questions traitées au cours de la réunion paritaire qui s'est tenue à Rabat le 29 février 1952, et à laquelle la C.F.T.C. était représentée par CHATAIGNER, BOUVIER, STEIVER et LAFERNAT du T.F.

1° Caisse de Prévoyance : Le règlement intérieur n'a pas été modifié sensiblement, si ce n'est que les auxiliaires et les retraités élisent leur délégué.

2° Aide d'études : Le projet de la direction sorti trop tard, ne pouvait être appliqué pour 51-52 et pour cette année, c'est la moyenne générale (10) du premier trimestre qui servira pour l'attribution de l'aide.

3° Barème de points pour l'attribution de logements : le barème proposé par la direction est sensiblement modifié, surtout par la suppression des 100 points réservés au directeur.

4° Statut des Attachés : Ce statut est la copie du statut appliqué à la S.N.C.F.

5° Comité Mixte : Application des textes S.N.C.F. en ce qui concerne les C.M.E. et les C.M.P. mais peu de changements pour les comités central et social où seules les réunions des mois de juillet et août sont supprimées.

Au cours de la réunion du bureau de l'Union qui a eu lieu le matin même à Rabat, les dates des 28 et 30 mars ont été retenues pour le Congrès de l'Union à Port-Lyautey, à moins qu'un délégué fédéral ne fasse une tournée au Maroc et, dans ce cas, la date pourrait en être encore modifiée.

NECROLOGIE. — Nous avons appris avec peine le décès du fils de notre camarade FERNANDEZ, Chef de Gare à Sétat.

En cette douloureuse circonstance, nous prions notre camarade, ainsi que sa famille, d'agréer nos plus sincères condoléances et notre plus vive sympathie.

E. STEIVER.

## GRAINES

de semences sélectionnées  
Potagères, fourragères, de fleurs  
Ets A. HAMONET — ANGERS  
Demandez le catalogue CH gratuit

## VINS DU ROUSSILLON

Expédit, directe  
de la propriété  
Société VINS  
JUS D'OR  
- PERPIGNAN -  
Prix spéciaux  
pour Cheminots



# UNION SUD-OUEST

LA VIE DE L'UNION

Après la période des fêtes de début d'année, la vie de l'Union s'est maintenue aussi intense.

Le 16 janvier Vierzon et Bourges ont tenu une réunion de Conseil syndical avec la participation du secrétaire général adjoint de l'Union. Bonne prise de contact qui devrait être profitable à la bonne marche de ces deux syndicats en 1952.

Le lendemain, 17, les deux secrétaires de l'Union se retrouvaient à Montluçon pour étudier avec les militants locaux la réorganisation du secteur. Là aussi du bon travail fut effectué.

Le 21, le Conseil de l'Union réunissant les militants du sud-ouest au siège. Durant une fructueuse journée de travail, les problèmes des effectifs de nos syndicats, de la diffusion du « Cheminot de France », de l'harmonisation avec E.G.F. de la coordination furent longuement débattus. L'activité de la Fédération et de l'Union fut commentée par les secrétaires et le budget de l'Union pour 1952 étudié par les militants. Les secrétaires des différents secteurs sud-ouest donnèrent un compte rendu de la situation syndicale dans leur région et la marche des Commissions techniques retint toute l'attention de l'assemblée.

Le 25, le secrétaire général adjoint fit une rapide tournée à Hendaye, Bayonne et Bordeaux. Dans les deux premiers ce fut une prise de contacts entre militants pour envisager l'action à mener en 1952 ; à Bordeaux, réunion de bureau pour mettre au point certaines questions controversées. Partout excellente impression.

Le secrétaire général s'est rendu les 26 et 27 à Limoges. Le 26, à l'occasion de l'assemblée générale du Syndicat local, il donna les dernières informations et le lendemain participa à la réunion des Commissions techniques du secteur limousin.

De différents centres de la région nous parvenaient des informations à la suite des assemblées générales tenues par nos syndicats en ce début d'année. Nous avons noté la nouvelle composition des bureaux syndicaux de :

### FOIX :

Président, Louradour FC, Ax-les-Thermes ;  
Vice-Présidents, Azam CG, Mérens-les-Vals ; Garel CDT, Pamiers ;  
Secrétaire général, Lagane FEN, Foix ;  
Secrétaire adjoint, Kilman CSI, Ax-les-Thermes ;

### AVIS A NOS CORRESPONDANTS

Nous ne pouvons garantir l'insertion des articles et informations nous parvenant après le 10 du mois.

Trésorier, Lapergue M, Dépôt de Foix.

Responsables des C.T. : EX, Louradour ; VB, Penhoat ; MT, Lapergue CCT, Mérens-les-Vals.

### CAPDENAC :

Président d'honneur, Sirven CM, Entretien de Capdenac.  
Président, Just OPFL1, Dépôt de Capdenac ;  
Vice-Président, Marre FEC, Gare de Capdenac ;  
Secrétaire général, Terrier CS2, Gare de Capdenac ;  
Secrétaire adjoint, Laporte KG, Gare de Capdenac ;  
Trésorier, Joulie, MECRU, Dépôt de Capdenac.  
Trésorier adjoint, Barrès KG, Gare de Capdenac.

### TOULOUSE :

Président, Chenot Jean, Entretien Toulouse Saint-Cyprien ;  
Vice-Présidents, Parès Jean, Dépôt de Toulouse ; Pailhe Jean, Gare de Toulouse ;  
Secrétaire général, Massé Paul, Gare de Toulouse ;  
Secrétaire adjoint, Lacassagne André, Entretien Toulouse St-Cyprien ;  
Trésorier général, Lamarsaude Maurice, Gare de Toulouse ;  
Trésorier adjoint, Justaïre, Gare de Toulouse ;  
Archiviste, Nicolas, Dépôt de Toulouse.

Nous portons, d'autre part, à la connaissance des cheminots de Toulouse et de la région l'ouverture d'une permanence, 32, rue Guillemin-Tarayre, à Toulouse, les mercredi et vendredi de chaque semaine, de 18 h. 30 à 20 h. 30. Nous espérons qu'ils s'y rendront nombreux car ils y sont assurés du meilleur accueil.

Le Secrétaire général adjoint :  
L. RASLE.

PORCS 3 pour 9.900 fr. franco plus gros 5.000 francs pièce  
Vente à crédit toutes races et poids.  
BETAIL vite gras vitamine pour repas gratuit.  
Ech. cat. photo. Ecr. PEL TOURY E.L.

VINS de BORDEAUX  
A. Ferchaud, fils  
LARUSCADE (Gironde)

## Services centraux

Vers l'union des syndicats des Services centraux

Assemblée Générale  
de l'ancien Syndicat des Services  
centraux

Le 2 février dernier s'est tenue l'Assemblée générale du Syndicat des Services Centraux.

Après un compte rendu très détaillé du fonctionnement de la trésorerie fait par notre camarade PERRIER, Trésorier Général, les nombreux adhérents qui assistaient à cette réunion ont écouté l'exposé particulièrement documenté de NICKMILDER, Secrétaire général adjoint de la Fédération, sur les problèmes actuels de salaire et de coordination des transports.

Le rapport moral présenté par DERVILLEZ a souligné les efforts de nos militants dans les différents organismes. Ce rapport a marqué la progression de notre mouvement et la montée de nos effectifs dans les Services Centraux. Il attribue ce succès au dynamisme de nos militants, à l'esprit de sacrifice et de justice qui les anime ; à l'amitié qui règne dans nos conseils et dans nos commissions spécialisées dont l'activité a été soigneusement commentée.

Deux sections se sont particulièrement distinguées au cours de l'année dernière : celles de l'ECONOMAT et de la S.C.E.T.A., en regroupant des effectifs nombreux. Cette progression et les problèmes bien spécifiques qu'elles avaient à résoudre nous ont conduits à envisager leur élévation au rang de syndicats. Cette suggestion qui est approuvée par l'Assemblée Générale entraîne d'une part, la modification de nos propres statuts et la constitution d'une Union des Syndicats des Services Centraux.

Notre syndicat prend donc le titre de : SYNDICAT CHRETIEN DES CHEMINOTS DE LA DIRECTION GENERALE ET DES SERVICES CENTRAUX ADMINISTRATIFS DE LA S.N.C.F. :

Par ailleurs, un plan de travail est adopté pour l'année 1952 :

- création d'un secrétariat social,
- publication d'un périodique intérieur,
- préparation des élections au Comité Mixte,
- formation et information des délégués du personnel,
- participation active au Congrès Fédéral de mai 1952,
- rencontre des militants en journées de formation.

Pour conclure, l'Assemblée Générale rappelle son attachement à sa Fédération et l'assurance de son appui dans son

### POUR VIVRE MOINS CHER

SAVONS, CAFES, HUILES,  
Prix spéciaux, dégressifs à Cheminots groupés avec Bon de Transport.

G. GAUBERT « SALON (B.-du-R.) »  
Références S.N.C.F. 1er ordre

# UNION MÉDITERRANÉE

COMMISSIONS TECHNIQUES REGIONALES

Les Assemblées générales de nos Commissions Techniques régionales étaient convoquées en février.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, seules les C.T. « EXPLOITATION » se sont réunies à Marseille le 11 février, 51 Délégués, venus de tous les syndicats de la région, ont accompli un excellent travail dont nous regrettons de ne pouvoir donner ici un compte rendu détaillé.

En séance plénière, RICHARD a fait le point de l'action menée par les C.T. Régionales au cours de l'année écoulée et a donné les consignes utiles en vue de leur fonctionnement normal et efficace. FAYOLLE, Secrétaire Régional de la C.T. a souligné la nécessité de la « technicité » dans un syndicalisme qui veut être constructif. CROUZET a indiqué l'œuvre nécessaire des C.T. pour renforcer et rendre plus utile l'action des Comités Mixtes.

Dans des réunions particulières les C.T. « Bureaux des Gares », « Mouvement », « Recettes », « Agents des Trains et du Contrôle de Route » ont traité des problèmes propres à chacune de ces filières avec beaucoup de compétence et d'objectivité. Les comptes rendus de ces réunions seront adressés aux syndicats qui devront en donner connaissance à leurs adhérents dans des réunions générales. Nous demandons à tous nos Camarades de ne pas manquer d'assister à ces réunions locales au cours desquelles ils pourront juger de l'œuvre accomplie par nos Commissions Techniques et également, si besoin est, apporter leur point de vue et des idées nouvelles.

L'Assemblée Générale a désigné les

### CONSEILS DE SECTEURS

Dans cette même chronique, nous donnons ici le mois dernier, avec un peu de retard, le compte rendu des Conseils de Secteur tenus en novembre 1951. Et déjà nous devons annoncer les prochains Conseils qui vont se tenir en mars, aux dates suivantes :

- 1er SECTEUR : le samedi 15 mars.
  - 2e SECTEUR : le mardi 4 mars.
  - 3e SECTEUR : le samedi 8 mars.
  - 4e SECTEUR : le mercredi 12 mars.
- Nous demandons à tous nos Camarades responsables (Secrétaires de Syndicats et Responsables de Groupes, Délégués du Personnel et aux Comités Mixtes, Responsables des Commissions Techniques de Secteur) de faire, comme précédemment, l'effort nécessaire pour assister à ces Conseils de Secteur. Nous savons que cela les oblige à quelques sacrifices matériels (temps et frais de déplacement) mais en acceptant des responsabilités, ils ont implicitement accepté les obligations et les sacrifices qu'ils seront heureux d'accomplir, nous n'en doutons pas, pour répondre à la confiance que les adhérents ont placée en eux. Nous comptons sur l'action et le dévouement de tous nos responsables pour que nos Conseils de Secteurs viennent renforcer l'efficacité de notre syndicalisme.

responsables des C.T. EXPLOITATION :

Secrétaire Régional : André FAYOLLE, CS1 à Marseille-St-Charles.  
Secrétaire C.T. « Mouvement » : Antoine BRONNER, SCG4 à Miramas.  
Secrétaire C.T. « Bureaux des Gares » : Georges THURON, CS2 à Séverac.  
Secrétaire C.T. « Recettes » : Jean DEVES, RC1 à Nîmes.  
Secrétaire C.T. « Trains et Contrôle de Route » : René St-JEAN, CTRP à Nîmes.

Des responsables de Secteurs ont également été désignés. Outre leurs fonctions de liaison entre les Syndicats et la C.T. Régionale, ils devront aussi assurer le fonctionnement des C.T. de Secteur. Nous profiterons des Conseils de Secteur qui vont se tenir au cours du mois de mars, pour mettre au point l'organisation des C.T. de Secteur sous la responsabilité des camarades qui ont été choisis et dont voici les noms, dans l'ordre, pour chacune des C.T. :  
Mouvement, Bureaux des Gares, Trains et Contrôle de Route :

1er Secteur : BRONNER, SCG4 à Miramas ; FAYOLLE, CS1 à Marseille, BRUGIERE Jean, KRUAD, à Marseille.  
2e Secteur : FOLLEA Aimé, IN3 à Pierrelatte, TRAVERSIER René, F à Portes, DOBELLI Régis, CTRP à Valence.  
3e Secteur : GRANGETTE Henri, SCG2 à Nîmes-Voyageurs, PITHON André, CS2 à Alès, BIAU Clément, CTRP à Nîmes.  
4e Secteur : BOUREL Jean, IN2, Le Monastier, DABAT Henri, CS1 à Perpignan, VALLAT André, CTR à Béziers.

NOS DEUILS. — Notre famille C.F. T.C. a été particulièrement éprouvée à Marseille ce mois de février. Notre ami AUBERT, Trésorier de l'Union Régionale des Cadres, a eu la douleur de perdre son père et notre ami FOUQUE, militant du Syndicat de Marseille a été cruellement éprouvé par le décès de son fils unique. De nombreux camarades des Syndicats Cadres et Base ont tenu à manifester leur sympathie à AUBERT et à FOUQUE en assistant aux obsèques. Que nos amis si douloureusement frappés par ces deuils trouvent ici, pour eux et leurs familles, l'assurance de nos sentiments de condoléances les plus sincères.

AUX SYNDICATS. — Nous regrettons de ne pouvoir publier dans cette chronique régionale les rapports des Syndicats, en raison de la place nécessairement limitée qui nous est attribuée. Nous nous en excusons auprès de tous et en particulier auprès du Syndicat de Marseille qui nous avait remis un compte rendu de sa dernière Assemblée Générale au cours de laquelle son Bureau et son Conseil ont été renouvelés. Nous demandons aux syndicats de s'abstenir, à l'avenir, de nous adresser des informations locales car, sauf événements très importants, elles ne pourront être insérées dans le journal.

René RICHARD.

## MILITANTS « JEUNES »

de la Région Parisienne

Savez-vous que le 23 mars 1952 nous nous retrouverons à Paris dans le cadre d'une chic journée de formation dont voici le programme :

1° Organisation des commissions « Jeunes » par Roger TARNAUD, responsable « jeunes » de la région parisienne représentant la commission fédérale des Jeunes ;

2° Examen des revendications et problèmes insolubles à l'heure actuelle par grand service (Exploitation, Voie et Bâtiments, Matériel et Traction, Service communs) ;

3° Situation Générale avec Charles LEGRAND, permanent de l'Union Nord.

Cette prise de contact ne peut qu'être salutaire pour les jeunes de notre corporation. Venez avec des idées et suggestions, elles seront examinées.

Nous comptons sur votre participation active et n'oubliez pas d'amener avec vous la joie de la jeunesse.

Participations à envoyer à René PEUCHOT, Union Ouest, 16, rue de Budapest, Paris (9e), jusqu'au 12 mars, dernier délai.

LA COMMISSION FEDERALE  
DES « JEUNES »

CHEZ VOUS

UN TRAVAIL FACILE, AGREABLE  
et qui rapporte...

LE REMAILLAGE VITOS

Pour l'achat ou la location  
de machines à remailer,  
demandez la brochure de  
documentation A.15  
ETABLISSEMENTS VITOUX  
42, rue de la Paix  
TROYES



## UNION NORD

### TOUR D'HORIZON

En jetant un regard sur l'activité de nos Syndicats pendant ces premiers jours de l'année, nous sommes réconfortés par l'activité déployée et par la participation nombreuse des cheminots à nos réunions d'informations ou de section technique. C'est la preuve de l'intérêt que les travailleurs du rail accordent à notre mouvement syndical particulièrement sur notre Région.

Réunions d'informations intéressantes avec la participation d'un militant de l'Union, fin décembre à : Valenciennes, Hirson et Aulnoye, Janvier : à Boulogne et Calais ; enfin, début février, à Béthune.

Partout nos Syndicats ont tenu leur assemblée générale, renouvelant leur bureau, confiant ainsi de nouvelles responsabilités à de jeunes militants sur lesquels nous sommes appelés à fonder les plus grands espoirs.

Réunion de secteur à Lille, Boulogne et Tergnier où les militants ont pu, ensemble, faire le point et se pencher sur l'organisation de leur Syndicat. Assemblées générales des commissions techniques de secteur à Arras et Aulnoye qui permettront aux responsables de ces commissions d'apporter le fruit de leur travail aux conférences d'études régionales qui se tiendront respectivement le 4 mars pour l'Exploitation, le 5 mars pour V.B., le 6 mars pour M.T. et le 7 mars pour les Services communs. Bon travail en perspective qui nous laisse espérer une progression continue de la C.F.T.C.

C'est peut-être pour cette raison que les ineffables militants de Force Ouvrière s'acharnent à déverser sur nos militants des torrents de papier et d'injures comme en témoigne le torchon distribué à profusion sur le 5ème Secteur et où l'on accuse de « trahison » un de nos vaillants camarades, J. RAFFOIX, qui, depuis des dizaines d'années est entièrement dévoué à ses frères de travail.

Le papier et les ronéos dont sont abondamment pourvus (on sait d'où vient l'argent) les militants de cette organisation fantôme seraient plus utiles à faire du syndicalisme, au service des travailleurs plutôt qu'à baver des insanités et des mensonges sur le dos des militants des autres organisations. La C.G.T., dans ce domaine, n'a pas eu beaucoup de succès, nous ne pensons pas que cette formule de propagande, reprise par leurs faux frères en ait davantage.

Nous continuerons à faire notre travail, laissant de côté ces mouches à miel, convaincus de la nécessité d'être au-dessus de ces querelles de boutique pour être au service de nos camarades en mettant à leur portée un outil puissant, un syndicalisme libre, animé du seul souci de la défendre et d'assurer à leur famille une vie déagée de soucis matériels et de la misère.

Le Secrétaire général :  
M. DUBOIS.

## UNION SUD-EST

### ACTIVITE DE L'UNION

#### BUREAU DE L'UNION :

Le bureau complet s'est réuni le 31 janvier comme prévu pour examiner les suites données aux questions traitées aux Conseils d'Union et Fédérale de janvier et donner des directives nécessaires à ses représentants à la C.A. Fédérale de février. Le bureau a eu connaissance, par Nectoux, chargé spécialement de cette question, des résultats des C.T. Régionales réunies dans la semaine du 21 au 26 janvier.

Une audience au directeur régional a eu lieu le 4 février avec une délégation du Bureau syndical de Modane, en vue d'examiner notamment les problèmes intéressant cette localité.

La prochaine réunion plénière du bureau a été fixée au vendredi 29 février prochain, le Bureau parisien continuant à se réunir tous les lundis.

#### SECTEURS :

Le 1er secteur a réuni ses commissions techniques le 10 février à Corbeil avec la présence de délégués de tous les syndicats sauf un : réunion prometteuse, beaucoup de jeunes groupés autour du secrétaire de secteur et de Mlle Flambard et Maurel du Bureau de l'Union. Nous avons revu les secrétaires des 5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> secteurs depuis la réunion de Bureau ; Lotte nous a renseignés sur une tournée de propagande qu'il vient d'effectuer à Chamont dans 5 mètres de neige ! Le 6<sup>e</sup> secteur annonce que son Conseil, primitivement fixé au 17 février, est reporté au 9 mars ; le secrétaire s'excuse de ce contre-temps, indépendant de sa volonté. Il espère que les syndicats et groupes enverront de nombreux délégués à cette réunion qui sera présidée par Fassinotti, secrétaire fédéral, et qui débutera à 9 h. au siège de l'U.D., 3, rue Jacques-Desgeorges, à St-Etienne.

#### SYNDICATS :

Mouchard fait connaître son bureau 1952. Président, Bernard Claude-Elmece ; secrétaire, Giroudias Georges GGR-VB ; trésorier, Cuby Paul FEN. Membres, Bidalot René BR, Sallard Charles CTP, Junot Jean CTPR. Bureau judicieusement composé comme on le voit. Saint-Germain-au-Mont-d'Or qui progresse a fait un bilan et pris des résolutions au cours de sa réunion de janvier ; assistance aux réunions locales et de secteur, propagande, questions au C.T. etc. Le Syndicat compte 2 élus sur 5 au CM-EX sur 8 au CM-VB, 2 sur 6 au CM-AS. Réunion mensuelle fixée au 3<sup>e</sup> mercredi de chaque mois : Syndicat à citer en exemple pour son organisation méthodique qui porte ses fruits !

Chalon-sur-Saône prouve son activité par son Bulletin qui nous renseigne également sur celle de Louhans et Cluny.

Clermont-Ferrand s'indigne des bruits lancés, de la création d'une prétendue section syndicale unique au MT.

Saint-Etienne, également, proteste contre l'exploitation de la signature de camarades abusés que l'on a bombardés membres d'une quelconque section syndicale unique de l'Entretien de Pont-de-l'An.

En attendant le Syndicat enregistre sa quinzième adhésion depuis le 1<sup>er</sup> janvier, notre dynamique camarade Robert, du Groupe de Rive-de-Gier, en

étant pour sa part à son 20<sup>e</sup> adhérent depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Si nous ouvrons un concours ?

Nous souhaitons un prompt rétablissement au secrétaire du Syndicat, l'ami Rozière, qui vient de subir une opération chirurgicale et nos meilleurs vœux au nouveau-né de notre camarade Exbrayat CSSTG, dont c'est le quatrième enfant.

Paris a organisé, dans la nuit du 9 au 10 février, une représentation suivie de bal, fort réussie. Les familles des fédéraux Nickmilder et L. Delser ont grand plaisir, ainsi que les membres parisiens du Bureau de l'Union ont assisté avec plaisir à cette réunion.

Tous les syndicats n'ont pas encore répondu à la circulaire fédérale relative au Congrès de Dijon ; prière aux présidents d'inviter leur secrétaire à répondre suivant ce qu'aura décidé leur Bureau. Les circulaires fédérales déjà parues sur le Congrès doivent fournir matière à discussion pour les prochaines réunions des syndicats et des bureaux syndicaux.

**INTERVENTIONS :** Nous avons enregistré avec plaisir que de très anciennes revendications venaient d'être en partie satisfaites : Indemnités de résidence de Saulon, Saincaize et de la banlieue lyonnaise relevées, prime accordée aux agents de Gevrey. Ces résultats partiels ne nous satisfont pas, proviennent de démarches incessantes auprès des autorités, dont certaines se montrent encore par trop incompréhensives. Les camarades inorganisés qui recueillent les fruits de ces interventions vont-ils rester longtemps parmi les profiteurs du syndicalisme ou bien espèrent-ils que les caillies leur tomberont encore toutes rôties ?

**TRÉSORERIE :** En attendant la circulaire du trésorier général de l'Union, nous appelons l'attention des trésoriers de syndicats sur le fait qu'aucune carte 1952 non numérotée ne sera reprise après le 31 mars prochain, date à laquelle les renouvellements doivent être terminés.

Le Secrétaire Général :  
D. MAUREL.

**BRICOLEURS** Faites vous - mêmes meubles et jouets grâce aux PLANS PRATIQUES HUCHER 43, rue des Gdes-Ecoles à ABBEVILLE (Somme). Document, c. 2 timb. à 15 fr.

**HOTEL DU LOUVRE ET N.-DAME de la GARDE**

99, RUE DE LA GROTTÉ (à proximité des Sanctuaires)  
Prix spéciaux pour Cheminots  
Tél. : 404

**HOTEL ST-ROCH**, Pl. Jeanne-d'Arc Conf. Cuis. soig. Recom. Cheminots, Tél. 2-14  
— LA MAISON DES CHEMINOTS —  
**HOTEL DU DAUPHINE**  
9, Bard, Grotte — Tél. : 5-65  
Confort - Prix modérés

**RHUMATISANTS -- DAX**  
Forfait Cure, Hiver 21.400 francs  
21 jours hébergement et traitement

**Hôtel de la PAIX** Thermes Romains dans l'hôtel.  
La Chaumière à Lavagny (Hte-Savoie). Pens. comp. 500 fr. p. j. Arrag pour mutilés et convales. Vie de famille.

## UNION EST

### PLUIE D'ADHESIONS A L'EST

L'année a à peine débuté que déjà une intense activité règne dans les rangs de l'UNION. Ceux qui nous prennent pour des « pantoufflers » se leurrent à en juger par cette pluie d'adhésions qui s'abat sur le secrétariat, fruit du travail de nos militants dans ces quelques premières semaines de l'année. Nous sommes certains d'être encore copieusement « arrosés » à l'issue de nos assemblées générales de nos Commissions techniques.

En effet, un certain nombre de camarades responsables de nos Commissions techniques de secteur ont entendu notre appel en participant aux diverses réunions qui se sont tenues jusqu'ici, apportant une attention soutenue aux problèmes évoqués dans le cadre des revendications catégorielles.

Notre activité a débuté tout d'abord avec la journée du 27-1-52, qui a permis la réunion de nos commissions :

N° 1 : agents des ateliers, entre-  
tiens, dépôts.

N° 2 : personnel de conduite.

N° 4 : agents de la Voie et des Bâ-  
timents.

N° 5 : agents V. B., filière S.E.S.  
Puis ce fut la journée du 10-2-52 avec la réunion des commissions :

N° 6 : agents des gares.

N° 7 : agents des trains et contrô-  
leurs de route.

Dans l'un et l'autre cas, l'originalité de notre syndicalisme, qui permet la collaboration étroite entre les éléments de la base et des cadres a permis d'élever le niveau des débats. A tous moments, les interventions furent empreintes d'une camaraderie particulièrement profitable d'une part à la tenue de telles assemblées et, d'autre part, à l'intérêt collectif re-

cherché étant donné la valeur des arguments développés.

Nous sommes limités dans notre « épanchement » : c'est la raison pour laquelle, faute de place, nous ne pouvons faire état des sujets traités. Cependant, nous ne manquerons pas d'en saisir nos divers responsables aussitôt que nous serons en possession des conclusions des secrétaires de nos commissions, ne serait-ce que pour préparer les assises nationales des C. T. Fédérales qui vont se tenir à partir du 28-3-52.

Les premiers enseignements que nous tirons de cette nouvelle formule, mûrie, réfléchie, dosée depuis le 26-11-50, sont concluants. Plus que jamais, nous constatons la vitalité de notre mouvement ; notre étiquette s'affirme de jour en jour ; le développement continu de nos commissions techniques est assuré et, au-delà, la puissance de rayonnement de la C.F.T.C.

Notre activité a été marquée également par certaines assemblées de syndicats particulièrement intéressantes dans des moments où l'activité syndicale est importante. Du bon « boulot » a été réalisé à Conflans-Jarny, avec VACHERAND, le 6-2 ; à Epervain, le 8-2, avec CHARRIER ; à Nancy, le 9-2, avec VAL ; à Reims, le 13-2, avec BOURDERON ; à Lunéville et à Blainville, les 15 et 17, avec HAILLANT (notre nouveau fédéral) et CHARRIER. Bravo à nos amis de Blainville qui, en plein effort, font apprécier notre syndicalisme au-delà des frontières du syndicat local.

Toutes ces adhésions qui « pleuvent » sur l'Union, nous les devons au travail obscur, ingrat, de nos militants locaux, à celui de nos secrétaires de secteur toujours sur la brèche. Qu'il nous soit permis, en passant, de

remercier l'équipe du secteur de Châlons pour ses efforts permanents et continus qui, alliés à ceux de notre ami BREGIER, de Loisy-sur-Marne, sont venus à bout des difficultés rencontrées à Vitry-le-François. Que nos camarades de Vitry soient persuadés que nous sommes à leur entière disposition pour une réunion d'information à la date qui leur conviendra le mieux.

Le Secréariat.

#### VOIE & PANTIN

Nous ne sommes pas de ceux qui créons de l'agitation. Nous aimons mieux l'action. Nous sommes intervenus le mardi 19 février 1952 auprès de M. le Directeur général pour lui signaler les conditions lamentables dans lesquelles travaillent les agents de cet entretien. Nous avons obtenu qu'il donne immédiatement des ordres pour que les travaux nécessaires soient exécutés suivant la procédure d'urgence. Nous avons pu constater ce matin au cours d'une audience auprès de M. le Directeur de la Région Est que les ordres ont été donnés immédiatement comme nous le demandions.

## TRIBUNE FEMINE

### PENTECOTE

Celles d'entre vous qui eurent la joie d'assister à la Journée Nationale Féminine, qui avait été organisée dans le cadre du Congrès de la C.F.T.C. de l'année dernière, se réjouiront d'apprendre qu'en 1952 les militantes de la C.F.T.C. se réuniront à la Pentecôte, le samedi 31 mai, au 26, de la rue Montholon. Elles trouveront un bureau d'accueil (qui restera ouvert pendant trois jours) où l'on vous donnera tous renseignements. Ce même samedi, les cheminotes se réuniront à 16 heures pour discuter les intérêts qui leur sont particuliers.

Le dimanche, toutes les militantes de toutes les corporations et de toutes les régions se réuniront pour discuter des grandes questions féminines. Nous aurons un déjeuner en commun puis, l'après-midi, une conférence sur les sujets actuels concernant les femmes.

Le lundi de Pentecôte, 2 juin, celles qui désireront faire connaissance avec le Centre national de culture ouvrière de Bierville, participeront à un voyage en autocar, en direction de cette maison dont nous avons toutes vu le nom dans les journaux syndicaux, mais que bien peu d'entre nous connaissent. Les travaux seront sans doute terminés et M. LEBESCOND, responsable de la Commission confédérale de propagande nous fera les honneurs de cette propriété appartenant à la C.F.T.C. nous y déjeunerons dans le magnifique cadre de verdure qui entoure le château de Bierville.

Nous serons de retour vers 16 h. 30. Toutes les cheminotes C.F.T.C. auront à cœur de faire au moins autant que leurs sœurs des autres Fédérations pour la réussite de ces journées nationales féminines.

Or, je puis déjà vous informer que certaines femmes qui appartiennent à des Unions départementales lointaines ont donné des séances récréatives pour payer le voyage à une ou plusieurs déléguées aux Journées nationales.

Que ferons-nous ? Nous répondrons toutes au questionnaire qui nous sera adressé par la Commission Féminine Confédérale, puis nous ferons un effort et même au besoin un sacrifice pour assister à ces journées qui seront profitables pour toutes. Nous penserons que certaines, qui viendront de Provence, du Roussillon ou des Basses-Pyrénées, se sont privées sérieusement pour payer leur voyage.

Je reste à la disposition de toutes pour répondre aux questions que vous voudrez bien me poser.

Marguerite FLAMBARD.

## UNION OUEST

### Commissions techniques

Le 22<sup>e</sup> Congrès fédéral a précisé, en adoptant le règlement intérieur, la place importante qu'il entendait donner aux Commissions techniques dans notre organisation.

Je rappelle que les Commissions techniques sont chargées :

— d'étudier les revendications et les questions particulières au personnel de chaque service ou branche ;  
— de travailler en liaison avec les représentants aux Comités mixtes des différents échelons pour l'étude des questions soumises ou à soumettre au Comité mixte.

Les Commissions techniques étant des organismes d'étude n'ont pas à présenter seules leurs revendications aux dirigeants responsables de la S.N.C.F., elles doivent soumettre ces revendications aux organismes syndicaux correspondants : syndicat, secteur, Union, Fédération.

Nos Commissions techniques régionales :

Exploitation, A. Huet ;  
Voie et Bâtiments, C. Pillot ;  
Matériel et Traction, H. Guillard ;  
Services Communs, C. Brus.

Elles sont composées :

1<sup>o</sup> des responsables des Commissions techniques de secteur et des responsables de sous-commission ;

Pour l'EXPLOITATION : Contrôle et agents de trains, Vaslot ; Mouvement, Villard ; Bureaux de gare, Rousseau, Dertin.

Pour MATERIEL et TRACTION : Rouillans, Glangetas ; Ateliers et Dépôts, Le Métayer.

Pour VOIE et BATIMENTS : S.E.S., Brochet.

Pour les SERVICES COMMUNS : Magasins, Lecouvreur.

2<sup>o</sup> de militants en service dans la région parisienne.

Nos Commissions de Secteur sont composées :

— 1 responsable assisté d'adjoints (1 par sous-commission) ;  
— les membres élus ou consultatifs des Comités mixtes ;  
— Militants en résidence au siège du secteur.

Nos Congrès de secteur de Commissions techniques se sont tenus régulièrement les 27 janvier, 3 et 10 février et ont pour but de permettre la préparation d'un cahier de revendications catégorielles qui sera soumis à la Conférence annuelle des Sections Techniques Régionales, réunion qui aura lieu à Paris le mardi 4 mars prochain.

Les rapports de chaque Commission technique de chaque secteur seront rassemblés et adressés à chacun de nos responsables régionaux des quatre grands services pour être examinés à cette conférence. Ils établiront un cahier de revendications qui sera soumis aux Commissions techniques fédérales qui se réuniront en mars et avril prochains.

Suivant le protocole des congés syndicaux, la S.N.C.F. accorde un congé avec solde à nos camarades.

A cette conférence annuelle des sections techniques régionales, nous aurons une communication sur les prochaines élections des Comités mixtes, chaque section technique de secteur ayant préparé la liste des candidats, examinée l'organisation de la propagande par tract ou par réunion.

Au travail tous.

Il faut que nous arrivions au Congrès Fédéral avec des rapports bien étudiés.

MIGNARD.

**et Vous aussi**  
vous voudrez profiter  
Des grandes facilités de paiement  
réservées aux FONCTIONNAIRES

**LES PLUS LONGS CRÉDITS**  
RIEN À PAYER D'AVANCE

MEUBLES - CYCLES - MACHINES - COUDRE  
CHAUFFAGE - RÉFRIGÉRATEURS  
T.S.F. - FOURNURES - VÊTEMENTS POUR  
HOMMES, DAMES ET ENFANTS - ETC.

**ENFANTS DE LA CHAPELLE**  
Tout à crédit je le rappelle... 14, rue de la Chapelle  
CATALOGUES FRANCO sur DEMANDE - INDIQUEZ ARTICLES DESIRÉS

SANS INTERMÉDIAIRE 30% MOINS CHER

**GRANDE FABRIQUE DE SIÈGES CUIR**  
*les sièges Massé*

MAÎTRE-TAILLEUR ENSEMBLIER DÉCORATEUR

BUREAUX ET ATELIERS  
19, Rue VOLTAIRE PARIS XI<sup>e</sup>  
Tél. : VOL. 01-91  
Métro : Nation et Boulets Montreuil

Fabrique d'HORLOGERIE-BIJOUTERIE  
Etablissements  
**E. MUGLER Fils**  
à VALENCE (Drôme)

GRAND CHOIX de Bijoux pour mariages  
MONTRES Réveils - Stylos  
BICYCLETES Machines à coudre  
Jumelles - Photo  
ARMES-PHONOS-T.S.F.

CRÉDIT au gré du client  
Facilités et conditions spéciales pour les CHEMINOTS



# LE RETRAITÉ DU RAIL



UNION FÉDÉRALE DES CHEMINOTS RETRAITÉS

26, rue Montholon, Paris (9) - Téléphone : TRU 91-03

PERMANENCE LES APRES-MIDI DU LUNDI AU VENDREDI C.C. Postaux : PARIS 7005 34

## L'OPÉRATION DU 1<sup>ER</sup> DECEMBRE

### Qu'apporte-t-elle aux retraités ?

On a pu lire, dans le précédent numéro du « Cheminot de France », ce qu'était, dans ses grandes lignes, l'opération faite sur la rémunération et dont l'effet partira du 1<sup>er</sup> décembre 1951.

On lira d'ailleurs, d'autre part, de nouvelles explications sur cette opération présentée par la S.N.C.F. comme allant « dans le sens de l'harmonisation » et dont notre fédération a souligné, à juste titre, qu'elle ne représentait qu'une étape minime dans la voie de la véritable harmonisation avec E.D.F.

Rappelons brièvement que la mesure prise a consisté :

1° à hiérarchiser intégralement, suivant les coefficients des différents échelons des échelles, le supplément de 1.000 francs octroyé le 1<sup>er</sup> mars 1951, dont la valeur a été portée à 1.120 francs par la majoration de 12 % du 10 septembre et qui n'était hiérarchisé que suivant les coefficients de début d'échelle avec minimum de 1.800 francs (porte à 2.016 francs le 10 septembre);

2° à hiérarchiser également les sommes accordées aux échelles 1 à 6, pour atteindre le minimum de 2.016 francs, soit respectivement, pour chacune de ces échelles : éch. 1 : 896 fr.; éch. 2 : 784 fr.; éch. 3 : 661 fr.; éch. 4 : 516 fr.; éch. 5 : 426 fr.; éch. 6 : 191 francs;

3° à hiérarchiser complètement l'indemnité de résidence, précédemment calculée sur l'échelon moyen pondéré de chaque échelle, avec écartement d'une partie du salaire, servant de base au calcul, pour les échelles supérieures à l'échelle 4.

Depuis fort longtemps, et s'appuyant sur les engagements écrits des gouvernements, notre Fédération réclame l'harmonisation de notre système d'indemnité de résidence avec celui de l'E.D.F. qui comporte un « traitement résidentiel » analogue à ce qui vient d'être fait pour les cheminots, avec cette différence qu'à E.D.F. le traitement résidentiel entre en ligne de compte pour le calcul de la retraite, ce qui n'a pas encore été accordé pour nous.

La similitude des deux modes de calculs est une raison supplémentaire pour que nous insistions sur une revendication, commune d'ailleurs, maintenant, à toutes les organisations syndicales de notre profession, à savoir l'intégration de l'indemnité de résidence dans les éléments de solde comptant pour la retraite.

Mais revenons à la hiérarchisation du supplément de traitement, seule partie de l'opération qui intéresse, présentement, les retraités.

On comprend que, faire jouer pour chaque échelon ce qui n'avait été donné qu'en fonction de l'échelon de début, n'apporte absolument rien aux agents débutants, mais rétablit simplement l'avantage que chacun doit tirer de son ancienneté de service.

L'effet maximum de cette opération porte donc sur le dernier échelon de chaque échelle, ce qui fait que tous les retraités en sont bénéficiaires.

Il est évident que l'effet de la hiérarchisation se fait un peu plus sentir pour les actifs que pour les retraités, à cause de l'incidence de l'indemnité de résidence.

De calculs que nous avons faits, il résulte que les pourcentages approximatifs d'augmentation des retraites varieront de 4 à 2,80 pour cent de l'échelle 1 à l'échelle 6 et de 2,70 à 2,80 de l'échelle 7 à l'échelle 19 (1).

Le léger décalage observé en faveur des premières échelles provient évidemment de la hiérarchisation du supplément variant de 896 francs à 191 fr. dont nous avons parlé plus haut.

Les retraités peuvent-ils se satisfaire de ces mesures certes non. Comme pour les « actifs », il ne s'agit d'ailleurs pas d'une revalorisation tenant compte de l'augmentation du coût de la vie, mais d'une mesure, très insuffisante, sur la voie de l'harmonisation.

Pour leur rendre justice, il faut encore au moins quatre mesures que ne cessera de réclamer la Fédération :

1° Prise en compte pour la retraite du « supplément temporaire » accordé aux actifs le 1<sup>er</sup> janvier 1951 (600 francs hiérarchisé sur le premier échelon de chaque échelle avec minimum de 900 francs et augmenté de 12 % le 10 septembre 1951);

2° Prise en compte de l'indemnité de résidence moyenne des cheminots pour le calcul de la pension;

3° Harmonisation des rémunérations et des pensions avec E.D.F. comme promis officiellement;

4° Revalorisation des traitements en fonction de la hausse des prix et péréquation des retraites.

Ces quatre mesures présentent d'ailleurs pour nous le même caractère d'urgence.

Léon DELSERT.

## COMMENT CALCULER une pension normale

Nos camarades nous demandent fréquemment de les mettre à même d'utiliser les tableaux de traitement qui servent de base au calcul des pensions et que nous publions à chaque modification.

Nous rappellerons que les indications utiles ont été insérées à diverses reprises dans notre journal et ont même fait l'objet de tirages spéciaux distribués à tous nos groupes et aux syndicats d'actifs de notre Fédération.

Seul sera traité le cas habituel de la retraite normale d'un agent dont toute la carrière a été effectuée sous le régime du règlement de 1911; le cas des agents de conduite sera traité dans un autre article.

### MANIÈRE D'OPÉRER

1° Déterminer la durée des services comptant pour la retraite. Service militaire légal ou à compter, plus services S.N.C.F. L'ensemble de ces services est arrondi au nombre de semestres le plus voisin, un trimestre entier comptant pour un semestre et une fraction de trimestre étant éliminée.

Exemple : 32 ans 3 mois comptent pour 64 + 1 = 65 semestres.

Le nombre de semestres obtenu correspond au pourcentage à retenir. Dans le cas présent, 65 % (le maximum est de 75 0/0).

2° Déterminer le code de prime : Le dictionnaire des grades avec indication du code de prime affecté à chacun d'eux a été publié dans notre journal. Nous avons même fait procéder à un tirage largement distribué à tous nos groupes et syndicats.

Le tableau ci-après permettra à chacun de déterminer son code de prime (la première partie du tableau donne la classification des emplois, la deuxième le numéro de code par service, l'ensemble des deux tableaux étant à lire ligne pour ligne).

### A. — CLASSIFICATION DES EMPLOIS

- 1° Agents sans prime;
- 2° Agents recevant la prime administrative;
- 3° Prime de production et de gestion (cas généraux);
- 4° Cas spéciaux (ateliers et équipes techniques, service électrique et signalisation);
- 5° Agents logés touchant la prime administrative;
- 6° Agents logés touchant la prime de gestion et de production;
- 7° Mécanographes (Ech. 5-7-8 et 9);
- 8° Agents logés ne recevant aucune prime (service discontinu);
- 9° Garde-barrières préposés d'arrêt;
- 10° Conducteurs de locomotrice (éch. 4);
- 11° Conducteurs principaux de locomotrice (Ech. 5);

### B. — CODES DE PRIMES

1° 00	— 10	— 40	— 50
2° 01	— 12	— 41	— 51
3° 02	— 13	— 42	— 52
4° 03	— 14	— 43	— 53
5° 04	— 15	— 44	— 54
6° 05	— 16	— 45	— 55
7° 06	— 17	— 46	— 56
8° 07	— 18	— 47	— 57
9° 08	— 19	— 48	— 58
10° 09	— 20	— 49	— 59
11° 10	— 21	— 50	— 60

Les chiffres s'appliquent respectivement aux services ci-après :

- 1ère colonne : Directions générale ou régionales.
- 2° colonne : exploitation.
- 3° colonne : Voie et Bâtiments.
- 4° colonne : Matériel et Traction.

En possession des données nécessaires pour un cas déterminé, se reporter au tableau correspondant au code de prime.

Appliquer au traitement indiqué pour l'échelle et l'échelon le pourcentage retenu.

Le résultat de l'opération donne le montant brut de la pension annuelle. Il suffit de diviser ce chiffre par 4 et d'arrondir aux dix francs les plus voisins pour obtenir le montant brut d'un trimestre.

Le cas échéant ajouter le pourcentage de majoration pour enfants (10 0/0 pour 3 enfants, 5 0/0 en plus par enfant, sans dépasser toutefois le traitement d'activité).

Enfin déduire la cotisation à la Caisse de Prévoyance (2,64 0/0) sur le montant du trimestre sans les majorations pour enfants. Dans certains cas relativement rares, le taux de la cotisation de la C.P. est dégressif.

Pour les emplois sans primes (codes 00, 10, 40, 50), nous n'avons pas publié de tableau.

Pour obtenir le traitement de ces emplois, prendre par exemple le tableau des codes 01, 11, 41, 51 et en retenir le montant de la prime figurant dans la première colonne de ce tableau.

Nous pensons que ces quelques explications donneront satisfaction à nos camarades.

Exemple : Lampiste - appareilleur, échelle 3.

Le 3° de la classification (A ci-dessus) reprend les agents ayant une prime de production et de gestion (cas généraux). Le 3° des codes de primes (B ci-dessus) indique à la 2° colonne qui s'applique aux agents de l'exploitation, code de prime 12.

Le tableau des traitements (voir journal de décembre) indique pour le code 12, échelle 3, 9° échelon : 266.204 fr.

Appliquer le pourcentage, c'est-à-dire le nombre de semestres à ce chiffre.

Dans le cas de 65 semestres, on obtient :

$$266.204 \times 65 = 173.033$$

soit par trimestre 173.033 : 4 = 43.258 arrondi à 43.260 francs.

Déduire ensuite la cotisation à la C.P. et ajouter, le cas échéant, la majoration pour enfant.

GAUGE.

## Echange d'Appartements Echange de Meubles

Qui dit échange d'appartements pose le problème du mobilier. Les Etablissements Roche, bien connus des cheminots, ont compris ce problème délicat et se mettent à la disposition des cheminots pour reprendre les anciens meubles qui ont cessé de leur plaire contre des meubles neufs.

Techniciens qualifiés, les Etablissements Roche sont aussi les grands spécialistes du meuble adaptable (meubles, lits jumeaux, gigognes, lits superposés, spéciaux pour pièces exigües).

Téléphonez à DIDerot 84-55. Un spécialiste se rendra chez vous, sans aucun engagement de votre part.

Etablissement ROCHE, 14 à 16, rue de Lyon, PARIS (12<sup>e</sup>), à 100 mètres de la Gare de Lyon.

Catalogue gratuit sur simple demande.

## CONSEIL DE L'UNION

Le Conseil s'est réuni le 9 février courant au siège et a voté à l'unanimité la motion suivante :

Le Conseil, après avoir entendu un exposé sur la récente opération faite sur les salaires avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 1951 et examiné sa répercussion sur les pensions,

Regrette que l'augmentation de l'indemnité de résidence ne se répercute pas sur les pensions du fait que cette indemnité n'est pas encore prise en compte pour le calcul de la retraite.

En conséquence, le Conseil à l'unanimité insiste très vivement auprès de la Fédération pour qu'une action vigoureuse soit immédiatement entreprise à seule fin d'établir dans le calcul des pensions un équilibre normal avec les salaires d'activité, notamment, par l'incorporation dans les éléments comptant pour la retraite, du supplément temporaire et de l'indemnité de résidence.

## LE RAPPEL DU 15 FEVRIER

Nos camarades ont été informés en son temps (journal d'octobre) que le 15 février, ils toucheraient le rappel des sommes qui leur seraient dues par application de la majoration de 12 % depuis le 10 septembre 1951, déduction faite de l'acompte de 10 % payé le 15 novembre.

En règle générale, ce rappel comporte les éléments ci-après :

- 12 % de la portion du trimestre de juillet se rapportant à la période du 10 au 30 septembre (2/9 de trimestre ou 2,66 % environ).
- 2 % du trimestre d'octobre (10 % ont été touchés le 15 novembre).
- 12 % du trimestre de janvier 1952.

Soit, dans l'ensemble :  
2,66 + 2 + 12 = 16,66 %

environ du trimestre brut d'octobre 1951.

Il y a évidemment lieu de tenir compte de la retenue pour la C.P. et de la majoration pour enfants élevés jusqu'à 16 ans pour l'ensemble des sommes touchées aux deux rappels du 15 novembre et du 15 février.

## REVALORISATION DES RETRAITES

### ET BAREMES AU 1<sup>ER</sup> DECEMBRE 1951

Au cours d'une audience de notre Bureau fédéral, le 19 février, nous avons demandé que soit accélérée la mise en paiement aux retraités de la part qui leur revient par suite du remaniement de salaires prenant effet au 1<sup>er</sup> décembre 1951.

Il nous a été, hélas ! répondu qu'il n'était pas possible d'envisager de paiement plus tôt que celui du 1<sup>er</sup> juillet pour les arrérages de la pension.

On nous fait observer que la formule compliquée intervenue entraîne des résultats différents suivant les échelles et les échelons.

Le mois prochain : nous publierons les barèmes qui nous parviennent alors que le journal est sous presse.

### Réponse à une question posée

BOULOGNE-SUR-MER. — Comme vous le pensez, les retraités ont le libre choix du médecin et ne sont pas astreints à s'adresser au médecin de la S.N.C.F., tout en bénéficiant des avantages de la Caisse de Prévoyance.

## SOLIDARITE

Nous avons reçu d'un camarade retraité, M. H., la somme de 500 francs pour les sinistrés des inondations du Sud-Ouest. Tous nos remerciements. Geste à imiter et nous transmettrons.

La plus IMPORTANTE PRODUCTION FRANÇAISE de CONDENSATEURS  
POUR TOUS USAGES INDUSTRIELS RHEOSTATS - RESISTANCES  
**SAFCO-TREVOUX**  
Société Anonyme au capital de 191.992.500 francs  
40, rue de la Justice, 40 - PARIS — Téléphone : MENilmontant 96-20

LES BEAUX MEUBLES  
DE FABRICATION GARANTIE  
**Ets LAROUDIE & HOUNEAU**  
162, rue de Charenton, PARIS  
Métro : Reuilly-Diderot  
Téléph. : DID 89-15  
Remise 10 % au Personnel de la S.N.C.F.  
FACILITES DE PAIEMENT

CHEMINOTS !  
**L'ECONOMAT**  
PEUT VOUS FOURNIR DES MAINTENANT LA NOUVELLE CHAUSSURE IDEALE POUR LE TRAVAIL



Semelle Belleville véritable, Tige d'une seule pièce, donc beaucoup plus robuste.

Au prix de :  
**3.700 fr.**  
net

IL EST RAPPELE QUE LE BRODQUIN VENDU par L'ECONOMAT AVEC TIGE D'UNE SEULE PIECE EST ABSOLUMENT GARANTI

Ne pas confondre avec les articles similaires comportant une TIGE DE DEUX PIECES

**Prestin-Watch**  
vous conseille  
**CHRONOMETRE**  
impeccable  
une merveille de précision  
17 RUBIS - ANTIMAGNETIQUE  
A DEUX POUSSOIRS



CHROME 13.500'  
Plaque OR 16.500'  
OR 18 ct 32.000'  
Chaque chrono, composé :  
SON BON DE GARANTIE

Faites confiance à la S<sup>t</sup>e d'Horlogerie  
**PRESTIN-WATCH**  
rue de l'Etape, au Vin - NOGENT-SEINE-AUX-BOIS  
Envoi contre rembours. ou mandat joint à la commande

Le gérant : André PAILLIEUX  
Imp J E P. 7, r. Cadet, Paris  
Travail exécuté par des syndiqués



# SALAIRES

(Suite de la 1re page)

ficient hiérarchique. Pour les 18 échelons d'après notre Fédération proposait une grille 100/650 et la Fédération cégétiste, plus puissante, fit admettre la grille 100/700 le 12 juin.

C'est ce jour là qu'a été décidée le calcul des traitements en échelles et en échelons d'après ces coefficients. Il ne faudrait tout de même pas avoir la mémoire trop courte.

Il ne faudrait pas davantage que ceux qui ont voulu ces coefficients, s'insurgent lorsqu'on leur fait jouer leur rôle normal.

Nous n'entendons d'ailleurs pas dire qu'ils sont exagérés puisque depuis l'échelle 1 jusqu'à l'échelle 19 ils sont inférieurs à ceux dont profitent nos camarades d'autres professions.

C'est d'ailleurs non seulement parce que nos coefficients sont inférieurs à ceux d'E.G.F., mais aussi parce qu'on ne leur fait pas jouer leur plein effet que depuis l'échelle 1 jusqu'à l'échelle 19 on trouve des emplois de cheminots moins payés que les emplois comparables d'autres secteurs nationalisés.

En effet, une trop importante fraction du salaire de base n'est pas hiérarchisée et là encore ce sont les cheminots qui détiennent le record — le mauvais record — puisque 3.750 francs échappent à la revalorisation des coefficients hiérarchiques.

Ceux qui, exploitant l'incompétence des cheminots de base qui se perdent forcément dans ces complexités de notre rémunération, les excitent contre tout ce qui a trait à la « hiérarchie », se moquent des camarades et abusent de leur confiance, car, 3.750 francs qui échappent à la règle de la multiplication par les coefficients hiérarchiques, cela se traduit très exactement par une perte de :

— 1.313 francs au 9<sup>e</sup> échelon de l'échelle 1.  
— 1.200 francs au 5<sup>e</sup> échelon de l'échelle 2.  
— 2.250 francs au 2<sup>e</sup> échelon de l'échelle 5.  
— 3.750 francs au 9<sup>e</sup> échelon de l'échelle 5.

et encore faut-il ajouter 10 % de ces sommes pour la prime de fin d'année (valeur mensuelle) et de 25 à 31 %, suivant les localités, pour l'indemnité de résidence.

De l'échelle 1 à l'échelle 5 trouve-t-on ou non du personnel cadre ou du personnel d'exécution ?

Il est donc hors de doute que l'intérêt de tous les cheminots exige qu'on

réduise et qu'on tende à faire disparaître, ces sommes fixes qui faussent le système retenu pour le calcul de leur rémunération.

Ce qui doit également être rajusté, dans le système, c'est le supplément temporaire de 672 francs hiérarchisé seulement sur le début de chaque échelle (avec minimum de 1.008 fr.) et qui, accordé au 1<sup>er</sup> janvier 1951, fut ainsi appelé uniquement pour n'être pas du traitement pur et ne compter ni pour la prime de fin d'année ni pour la retraite.

Nos camarades de l'Union fédérale des Cadres, par la plume de notre ami L. Fassinotti, ont eu à répondre aux critiques des cadres d'autres organisations qui accusent notre Fédération d'avoir été « très réticente » en face des propositions faites par la S.N.C.F.

D'un autre côté F.O. et la C.G.T. nous ont reproché d'avoir donné notre « plein accord » à la S.N.C.F. Allons nous sommes en bonne place !

En réalité nous avons travaillé dans des conditions difficiles et réussi néanmoins à faire améliorer une mesure qui sans cela, eût été bien plus mauvaise pour nombre de cheminots.

C'est que, il ne faut pas l'oublier, nous vivons toujours sous le signe du décret du 1<sup>er</sup> juin 1950 qui nous a privés du droit de discuter les salaires en Commission paritaire, ET QUE NOUS NOUS SOMMES TROUVÉS DEVANT DES FORMULES SANS QUE NOUS AYONS EU A LES DISCUTER.

Qui pourtant, s'est avisé d'attaquer ce décret, cause de tout le mal, qui a demandé au Conseil d'Etat de nous en débarrasser, qui ? Seule notre Fédération !

Non, l'aménagement du 1<sup>er</sup> décembre simple mesure destinée à nous rapprocher de nos camarades d'E.G.F., ne peut suffire.

Tous les cheminots, à commencer par les plus modestes, doivent avoir leur salaire relevé pour faire face à la hausse ininterrompue des prix.

Il est temps, grand temps, qu'on fasse passer un état de choses qui maintient des travailleurs honnêtes, de jeunes foyers, dans un état voisin de la misère.

Et, puisque nos gouvernants ne savent que laisser la bride sur le cou à tous les organisateurs de vie chère, nous réclamons, pour nous défendre de ces rapaces, l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Léon DELSERT.

# Réorganisation des transports

(Suite de la 1re page)

## MESURES CONCERNANT LE PERSONNEL

**N**OUS enregistrons avec satisfaction que la Commission, dans son projet de loi, n'a repris aucune des dispositions du projet Pinay.

### EFFECTIFS

**E**LLLE propose la disjonction des articles 18 à 22 du projet gouvernemental (mises à la retraite et licenciements d'office d'agents ayant moins de quinze ans de Commission).

Elle se base, pour faire cette proposition, sur le fait que, depuis la Libération, une réduction des effectifs a été réalisée malgré une augmentation de trafic et elle s'appuie sur les déclarations de M. Pinay le 7 janvier 1952 devant l'Assemblée Nationale :

« Depuis quinze mois, par le jeu des mises à la retraite, sans remplacement correspondant, le nombre des cheminots a été réduit d'environ 30.000 »

Cependant, étant donné que la rénovation technique et administrative de la S.N.C.F. rendra du personnel disponible, elle établit un article 7 qui, sur la proposition de M. Lemaire, édicte que :

« ...Le personnel qui ne pourrait, à bref délai, être réutilisé, pourra être momentanément affecté, s'il est volontaire, notamment à la construction de logements, au remembrement rural ou dans une entreprise définie par l'article 310 du Code du Travail. »

Les agents ainsi détachés conserveront le statut de cheminot, sauf s'ils optent pour le statut du personnel de l'entreprise où ils sont affectés. »

Inutile de dire que nous faisons les plus expresses réserves sur cet article, qui, malgré la notion de volontaires, peut se révéler très dangereux dans son application.

### REGIME DES RETRAITES

**L**A Commission estimant que la situation actuelle des retraites est à revoir pour l'ensemble des régimes, propose un article 8 qui précise que le gouvernement doit examiner la question de l'âge dans son ensemble pour tous les fonctionnaires et agents des entreprises publiques.

Rappelons à ce propos que les engagements les plus formels ont été pris

pour ne pas revenir en tout cas sur les engagements antérieurs.

En ce qui concerne les charges de péréquation, la Commission propose dans l'article 9 de son projet qu'elles soient prises en charge par l'Etat, ainsi que celles résultant du décompte du service militaire et des services de guerre.

### SECURITE SOCIALE

**N**OUS sommes heureux de constater que le Rapporteur a été sensible à nos suggestions et a révisé sa position, car, dans son pré-rapport, il admettait le ticket modérateur pour les produits pharmaceutiques et les prestations dentaires des agents.

Il demande la disjonction de l'article 25 du Projet gouvernemental en se basant sur les deux considérations suivantes :

1<sup>o</sup> « Cette mesure qui n'apporterait qu'un compte d'exploitation de la S.N.C.F. une économie d'environ 200 millions serait, non pas seulement annulée, mais onéreuse par le fait que les cheminots devraient alors avoir droit au libre choix du médecin, ce qu'ils n'ont pas actuellement. »

2<sup>o</sup> « Il faut aussi savoir, ainsi que le rappelle le Président du Conseil, le 7 janvier dernier, que le déficit de la Caisse des Retraites, qui se montait au 31 décembre 1950, c'est-à-dire quelques semaines après le dépôt du Projet du gouvernement, à 1.376 millions, a fait place à un excédent d'environ 300 millions, grâce aux augmentations de cotisations prescrites en 1950. »

### PETITES LIGNES ET GARES-CENTRES

**D**'ABORD des constatations que nous sommes heureux de trouver sous la plume du rapporteur, car elles sont celles que nous avons toujours fait ressortir :

« En 1950, le déficit des petites lignes représentait 17 milliards sur un déficit global de 87 milliards... »

« Vingt pour cent du trafic des grandes lignes sont assurés par du trafic venant des gares situées sur des petites lignes. Ce trafic représente, en 1950, une recette nette de 30 à 40 milliards. Si tout le trafic des petites lignes était perdu pour les grandes lignes, on n'obtiendrait donc pas une amélioration de la situation financière de la S.N.C.F. »

Pour permettre la détermination des dépenses, l'article 3 du Projet de la Commission prévoit l'établissement d'un cahier des charges spécial.

« La S.N.C.F. déterminera ensuite l'alègement des charges d'exploitation de ces lignes et le montant des crédits nécessaires à une modernisation des moyens de traction et à l'assouplissement des méthodes d'exploitation de ces lignes. »

« Elle déterminera également les économies à attendre d'une substitution totale ou partielle de services routiers aux services ferroviaires. »

A ce propos, nous rappelons notre position en la matière, position que nous ferons défendre à la Tribune du Parlement.

Nous n'admettrons pas que la contraction du rail s'accompagne nécessairement d'un transfert de l'activité de la S.N.C.F. aux entreprises routières qui seraient chargées d'assurer l'exploitation des services de remplacement. Nous avons toujours soutenu que la S.N.C.F. service public devait assurer sa reconversion elle-même en cas de besoin et non pas être liquidée, ne serait-ce que très partiellement, au profit d'entreprises routières. Du point de vue économique, du reste, la reconversion est moins onéreuse que la liquidation. Nous voulons sauvegarder le service public des transports contre la dénationalisation.

### LES CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**A**'PRES avoir constaté que la plus grande partie du déficit provient des charges de service public : charges découlant des réductions de tarifs pour motifs sociaux, obligation de transporter, insuffisance tarifaire, et avoir souligné qu'en fait « chaque Français a une carte de réduction à dentier dans sa poche sans qu'il s'en rende compte », la Commission demande la disjonction de l'article 17 du Projet gouvernemental, prévoyant une subvention destinée à couvrir les dépenses d'entretien et de renouvellement de la voie.

En ce qui concerne les transports routiers, nous regrettons que la Commission abandonne la taxe au poids pour droits sur le gas-oil et nous restons partisans sur ce point du projet gouvernemental.

**E**N conclusion, nous pouvons dire que le Rapport de la Commission nous apporte certaines satisfactions par le compte qu'il tient des observations que nous avions faites, tant au Président qu'au Rapporteur et nous pouvons constater que le lent, patient, tenace travail que nous avons poursuivi depuis trois ans commence à porter ses fruits et que les gens de bonne foi n'admettent plus les calembredaines à la « Pellenc ou à la Paquet » et veulent bien tenir compte d'un certain nombre de nos arguments qui sont dans le sens de l'intérêt bien compris de ceux qui ont le droit d'exiger une bonne marche de tous les services de transports, les usagers.

**N**OUS souhaitons que l'on aille plus loin et que bientôt le parlement s'attaque au vrai problème : la mise sur pied, dans notre pays, d'une organisation générale des Transports.

M. NICKMILDER.

## NOUVEAUX BARÈMES APPLICABLES AU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 1951

TAUX NET<sup>(1)</sup> MENSUEL DU TRAITEMENT ET DU SUPPLEMENT TEMPORAIRE

TAUX NET<sup>(2)</sup> MENSUEL DE L'INDEMNITE DE RESIDENCE

Echelles	Personnel non Commissionné 18 ans et plus	Personnel Commissionné									Supplément temporaire
		Numéros des échelons									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1	12.360	12.710	13.070	13.420	13.780	14.130	14.490	14.840	15.200	15.490	980
2	13.070	13.420	13.850	14.270	14.630	14.990	15.340	15.700	16.050	16.410	980
3	13.850	14.270	14.700	15.130	15.560	15.980	16.410	16.770	17.120	17.480	980
4	14.780	15.270	15.770	16.200	16.620	17.050	17.480	17.900	18.330	18.770	980
5	15.770	16.270	16.760	17.260	17.760	18.260	18.770	19.270	19.700	20.130	980
6	16.840	17.400	17.970	18.550	19.050	19.560	20.060	20.570	21.070	21.570	1.070
7	18.050	18.620	19.200	19.770	20.350	20.930	21.500	22.080	22.650	23.230	1.180
8	19.530	20.180	20.840	21.500	22.160	22.820	23.480	24.060	24.640	25.220	1.300
9	21.180	21.910	22.650	23.400	24.150	24.810	25.470	26.140	26.800	27.470	1.430
10	22.990	23.810	24.640	25.470	26.220	26.970	27.720	28.460	29.210	29.960	1.570
11	25.060	25.970	26.880	27.720	28.540	29.380	30.200	31.040	31.870	32.700	1.740
12	27.220	28.210	29.210	30.200	31.120	32.030	32.940	33.860	34.770	35.680	1.910
13	29.710	30.790	31.870	32.940	34.020	35.020	36.020	37.010	38.010	39.000	2.110
14	32.450	33.610	34.770	35.930	37.100	38.260	39.420	40.580	41.660	42.740	2.330
15	35.440	36.760	38.090	39.340	40.580	41.830	43.070	44.320	45.560	46.810	2.570
16	38.680	40.080	41.490	42.910	44.320	45.730	47.150	48.490	49.830	51.170	2.830
17	42.250	43.820	45.400	46.980	48.490	50.000	51.510	53.020	54.530	56.040	3.110
18	46.230	47.900	49.580	51.260	52.940	54.610	56.290	57.970	59.640	61.320	3.430
19	50.590	52.430	54.280	56.120	57.970	59.810	61.660	63.500	65.350	67.190	3.780
T1		14.940	15.540	16.140	16.740	17.340	17.930	18.450			980
T2		17.780	18.440	19.100	19.850	20.600	21.350	22.100			1.090
T3		19.690	20.510	21.340	22.160	22.980	23.810	24.640			1.240
T4		22.160	23.070	23.980	24.980	25.970	26.970	27.960			1.430

(1) Déduction faite de la cotisation pour la Retraite et la C.P. pour le traitement et à la C.P. pour le supplément temporaire.

(2) Indemnité de Résidence nette de cotisation à la C.P.

TRAITEMENTS	Classement des localités dans les zones de salaires pour l'attribution de l'indemnité de résidence													
	0%	1%	4-5%	7%	8%	9%	10%	11-12%	13%	14%	15%	16%	et au-dessus	
	Pourcentage de la majoration résidentielle													
Jusqu'à:	25%	24%	21%	19%	18%	17%	16%	15%	14%	13%	12%	11%		
13.850	4.760	4.570	4.000	3.620	3.430	3.240	3.050	2.860	2.670	2.480	2.290	2.100		
14.300	4.890	4.690	4.110	3.720	3.520	3.330	3.130	2.930	2.740	2.540	2.350	2.150		
14.850	5.050	4.850	4.240	3.840	3.640	3.430	3.230	3.030	2.830	2.630	2.420	2.220		
15.300	5.190	4.980	4.360	3.940	3.740	3.530	3.320	3.110	2.910	2.700	2.490	2.280		
15.800	5.350	5.130	4.490	4.060	3.850	3.640	3.420	3.210	2.990	2.780	2.570	2.350		
16.100	5.400	5.190	4.540	4.110	3.890	3.670	3.460	3.240	3.030	2.810	2.590	2.380		
16.500	5.540	5.320	4.650	4.210	3.990	3.770	3.540	3.320	3.100	2.880	2.660	2.440		
16.800	5.680	5.450	4.770	4.310	4.090	3.860	3.630	3.410	3.180	2.950	2.720	2.500		
17.200	5.770	5.540	4.850	4.390	4.160	3.930	3.700	3.460	3.230	3.000	2.770	2.540		
17.500	5.910	5.680	4.970	4.490	4.260	4.020	3.780	3.550	3.310	3.070	2.840	2.600		
18.000	6.080	5.840	5.110	4.620	4.380	4.130	3.890	3.650	3.400	3.160	2.920	2.680		
18.400	6.200	5.950	5.200	4.710	4.460	4.210	3.970	3.720	3.470	3.220	2.970	2.730		
18.800	6.350	6.090	5.330	4.820	4.570	4.310	4.060	3.810	3.550	3.300	3.050	2.790		
19.300	6.530	6.270	5.480	4.960	4.700	4.440	4.180	3.920	3.660	3.390	3.130	2.870		
19.900	6.680	6.410	5.610	5.080	4.810	4.540	4.280	4.010	3.740	3.470	3.210	2.940		
20.190	6.840	6.570	5.750	5.200	4.930	4.650	4.380	4.110	3.830	3.560	3.280	3.010		
20.600	6.920	6.640	5.810	5.260	4.980	4.710	4.430	4.150	3.880	3.600	3.320	3.050		
21.200	7.210	6.920	6.050	5.480	5.190	4.900	4.610	4.320	4.040	3.750	3.460	3.170		
21.600	7.280	6.990	6.120	5.540	5.240	4.950	4.660	4.370	4.080	3.790	3.500	3.200		
22.200	7.500	7.200	6.300	5.700	5.400	5.100	4.800	4.500	4.200	3.900	3.600	3.300		
22.900	7.700	7.390	6.470	5.850	5.540	5.240	4.930	4.620	4.310	4.000	3.700	3.390		
23.500	7.890	7.580	6.630	6.000	5.680	5.370	5.050	4.740	4.420	4.110	3.790	3.470		
24.200	8.170	7.840	6.860	6.210	5.880	5.560	5.230	4.900	4.580	4.250	3.920	3.600		
24.900	8.380	8.040	7.040	6.370	6.030	5.700	5.360	5.030	4.690	4.360	4.020	3.690		
25.500	8.580	8.240	7.210	6.520	6.180	5.840	5.490	5.150	4.810	4.460	4.120	3.780		
26.300	8.900	8.540	7.470	6.760	6.410	6.050	5.690	5.340	4.980	4.630	4.270	3.910		
27.000	9.130	8.760	7.670	6.940	6.570	6.210	5.840	5.480	5.110	4.750	4.380	4.020		
27.800	9.350	8.970	7.850	7.100	6.730	6.360	5.980	5.610	5.230	4.860	4.490	4.110		
28.600	9.680	9.290	8.130	7.360	6.970	6.580	6.190	5.810	5.420	5.030	4.650	4.260		
29.400	9.930	9.540	8.340	7.550	7.150	6.750	6.360	5.960	5.560	5.170	4.770	4.370		
30.300	10.190	9.780	8.560	7.740	7.340	6.930	6.520	6.110	5.710	5.300	4.890	4.480		
31.200	10.560	10.140	8.870	8.030	7.600	7.180	6.760	6.340	5.910	5.490	5.070	4.650		
32.100	10.840	10.410	9.110	8.240	7.810	7.370	6.940	6.500	6.070	5.640	5.200	4.770		
33.000	11.120	10.680	9.340	8.450	8.010	7.560	7.120	6.670	6.230	5.780	5.340	4.890		
34.100	11.520	11.060	9.680	8.760	8.300	7.840	7.380	6.920	6.450	5.990	5.530	5.070		
35.100	11.830	11.360	9.940	8.990	8.520	8.040	7.570	7.100	6.630	6.150	5.680	5.210		
36.100	12.140	11.660	10.200	9.230	8.740	8.260	7.770	7.290	6.800	6.320	5.830	5.340		
37.100	12.600	12.100	10.590	9.580	9.080	8.570	8.070	7.560	7.060	6.550	6.050	5.550		
38.300	12.950	12.430	10.870	9.840	9.320	8.800	8.290	7.770	7.250	6.730	6.210	5.700		
39.500	13.280	12.740	11.150	10.090	9.560	9.030	8.500	7.970	7.430	6.900	6.370	5.840		
40.600	13.780	13.230	11.580	10.470	9.920	9.370	8.820	8.270	7.720	7.170	6.620	6.060		
41.900	14.150	13.580	11.880	10.750	10.190	9.620	9.060	8.490	7.920	7.360	6.790	6.230		
43.100	14.520	13.940	12.190	11.030	10.450	9.870	9.290	8.710	8.130	7.550	6.970	6.390		
44.400	15.060	14.460	12.650	11.450	10.850	10.240	9.640	9.040	8.440	7.830	7.230	6.630		
45.800	15.480	14.860	13.000	11.760	11.140	10.520	9.910	9.290	8.670	8.050	7.430	6.810		
47.200	15.890	15.250	13.350	12.080	11.440	10.810	10.170	9.540	8.900	8.260	7.630	6.990		
48.500	16.470	15.810	13.840	12.520	11.860	11.200	10.540	9.880	9.220	8.570	7.910	7.250		
50.000	16.910	16.230	14.200	12.850	12.180	11.500	10.820	10.150	9.470	8.790	8.120	7.440		